

enoromi

azine

MANAGEMENT

10

**SERGE WILLIAM
AKASSAGA OKINDA**

*Mairie de Libreville : Un édile
intérimaire aux performances
exceptionnelles.*

+

ENQUÊTE

**Projet de loi de finances
2022 : Quid de son élaboration
par le gouvernement ?**

DOSSIER

**Microfinance : Les
établissements résistent tant bien
que mal face à la Covid-19**



**SCANNEZ
LE QR CODE**

Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >




SCG-Ré



“
La SCG-Ré
au service
des cédantes
Africaines.
”



📍 2080, Boulevard de l'Indépendance
Immeuble du Bord de Mer / 1er étage / Palier gauche
✉ **B.P.** : 6757 Libreville Gabon **Email** : infos@scg-re.ga
☎ **Tél.** : (+241) 011 74 80 80 - 011 74 80 81 - 011 74 80 83
011 74 80 84 - 011 74 80 85 **Fax** : (+241) 011 74 80 82
🌐 **Site web** : <https://scg-re.ga>  **SCG-Ré**



Directeur de publication
Dorine Henry M.

Rédacteur en chef
Seif Mostley

Graphisme & maquette
Davy Megnie  Think different

Photographies
Junior Photographie

Régie publicitaire
Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction
Jean Paul Augé OLLOMO
Christian BOUA
Griffin ONDO
Tsira
AIMK

Tirage mensuel
5000 exemplaires
Imprimé par
Services Prestiges International

Points de distribution
À Libreville
Sya Yacine
La Maison de Lulu
Urban FM
Oyem
Hôtel Marguerite

Ont participé
Stevie MOUNOMBOU
Brice GOTOA
Marius Kemp ASSOUMOU NDONG
Damien LE GRANT
Gloire ZN
Christelle EKEGUE
DLG
Aude SHARYS

Suivez-nous également sur les
réseaux sociaux
@Enoromi Magazine



ÉDITO

LE COURAGE EST LE PRIX DE LA DIGNITÉ.

Je cherchais une source d'inspiration pour l'éditorial de ce numéro. Un mot ou une expression voire une phrase qui soit en mesure de correspondre aux idées issues de ma prospection. Je suis tombé sur cette citation de l'écrivain canadien Pierre Billon, « le courage est le prix de la dignité ». La dignité, ce dont nous avons le plus besoin de nos jours pour construire l'État-nation dont rêve chaque citoyen de ce pays.

C'est ainsi qu'à la lumière de l'actualité, j'ai appris que le Ministre de la Jeunesse et des Sports, Franck NGUEMA, a pris la décision de disqualifier l'équipe nationale version dame de l'Afrobasket, prévu du 17 au 26 septembre 2021 au Cameroun, ce au lendemain de la débâcle des U16 au Caire.

Pour le ministre des Sports: « Les résultats catastrophiques et humiliants pour le Gabon, avec des scores défavorables de plus de 100 points d'écart, obtenus au terme de cette compétition tenue au Caire, appellent nécessairement une reconsidération des conditions de participation des équipes nationales du Gabon aux compétitions internationales en cette période marquée par la crise sanitaire de Covid-19 qui a un double impact : sportif puisqu'il n'y a pas de compétitions nationales depuis deux ans d'une part, et économique lourd sur les finances publiques d'autre part ». On ne pouvait attendre mieux de la tutelle comme le fait d'ailleurs remarquer l'ancienne gloire nationale du basketball, Marius ASSOUMOU dit Kemp dans sa Tribune et à la suite des multiples railleries sur les réseaux sociaux.

Ce fut courageux de la part de Franck NGUEMA de faire montre de réalisme. Engager le pays sur la scène internationale avec des résultats aussi ridicules est une atteinte à la dignité de la Nation gabonaise. Le pays doit se défaire du « coubertisme ». Car, il est difficile de prétendre à des résultats de la part des équipes nationales en l'absence de compétitions ou d'une longue période de préparation.

Maintenant que seules les équipes qui sont désormais autorisées à prendre part aux compétitions internationales sont celles qui sont « susceptibles de produire des résultats honorables, bien que ne disposant pas de compétitions nationales », une autopsie générale s'impose dans le milieu sportif national. Au-delà du football, il importe d'organiser des task forces dans toutes les fédérations sportives afin de fixer les objectifs à atteindre par chaque responsable. Surtout que le sport moderne, comme le préconisait le Conseil d'État français à son gouvernement à l'aune de la préparation

des Jeux olympiques Paris 2024, « constitue un fait social complet qui touche à de nombreuses questions sensibles de la société : santé, égalité des sexes, vieillissement de la population, éducation, mais aussi cohésion sociale, intégration et citoyenneté, aménagement du territoire ».

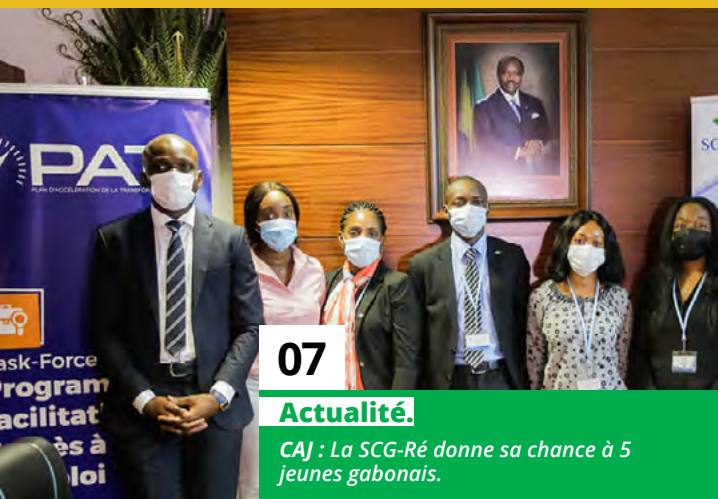
La décision du ministre des Sports doit néanmoins s'accompagner de l'élaboration d'une politique publique du

sport plus volontaire et ambitieuse, non seulement autour du basketball, mais dans toutes les autres disciplines. Le sport plus que par le passé repose sur les leviers essentiels que sont : le rassemblement des acteurs publics et associatifs, démocratiser l'accès au sport et construire ou réguler son économie. Après 61 ans d'Indépendance, le peuple a soif de victoires. Les défaites fréquentes, les humiliations, les éliminations ont fini par inhiber l'esprit de vainqueur chez les plus jeunes. Le sursaut est nécessaire pour être en phase avec la volonté de « faire du Gabon une Nation sportive qui gagne. » ●



Seif Mostley
Rédacteur en chef

Sommaire



07

Actualité.

CAJ : La SCG-Ré donne sa chance à 5 jeunes gabonais.

ACTUALITÉS

06 Port-Gentil : Une partie de la façade maritime bientôt cédée à la mairie.

07 CAJ : La SCG-Ré donne sa chance à 5 jeunes gabonais.

08 Gestion des finances publiques : La note souveraine du Gabon relevée.

09 Banque : Paiements par GAB et TPE à l'international : UBA bloque tout !

MANAGEMENT

10 Serge William AKASSAGA OKINDA
Mairie de Libreville : Un édile intérimaire aux performances exceptionnelles.

ENTREPRENEURIAT

16 Sun ALEJANDRO
Une star est née !

DOSSIER

18 Microfinances :
Les établissements résistent tant bien que mal face à la Covid-19.

10

A la Une.

SERGE WILLIAM AKASSAGA OKINDA

Mairie de Libreville :
Un édile intérimaire
aux performances
exceptionnelles.

Étant parvenu à amorcer un changement radical dans le style managérial à la tête de l'Hôtel de Ville de Libreville en seulement trois mois d'intérim, Serge William AKASSAGA OKINDA est sans nul doute un des édiles les plus pragmatiques que la capitale du Gabon ait connu ces dernières années, en témoignent les comptes de l'exercice budgétaire 2020, qui affichaient une performance exceptionnelle de plus de 1,1 milliard de FCFA à la fin de la période d'intérim, ceci en dépit de la Covid-19. Retour sur un trimestre ayant nécessité de profondes réformes de la part du 1er maire adjoint de Libreville, qui croit en la capacité de Mme Christine MBA NDUTUME épouse MIHINDOU d'achever l'œuvre de ses prédécesseurs.





16

Entrepreneuriat.

Sun ALEJANDRO :
Une star est née!

T RIBUNE

22 Marius Kemp ASSOUMOU NDONG
Parlons basketball!

E NQUÊTE

24 Projet de loi de finances 2022 :
Quid de son élaboration par le gouvernement ?

M AIS ENCORE...

30 Tchouindo AFANE EDOU
Entrepreneur et militant du développement durable.

D EVELOPPEMENT PERSONNEL

34 Réussir son retour de vacances.

S PORT

36 CAN 2021
Les belles ambitions du Gabon.

C ULTURE

38 61 ans après :
Le mariage coutumier légitimé au Gabon.

D ÉCOUVERTE

40 Un kiosque, une famille :
Le projet de SOTRADER en faveur des GEF.

Z OOM SUR

42 Micro brasseries OKEV :
Des bières gabonaises au goût local.

I NTERNATIONAL

44 Le revenu universel :
Révolution sociale ou utopie économique ?



42

Zoom sur...

Micro brasseries OKEV :
Des bières gabonaises au goût local.

Actualités



Port-Gentil : Une partie de la façade maritime bientôt cédée à la mairie.



C'est la conclusion de la rencontre qui s'est tenue, le 6 août 2021, entre le directeur régional de l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG) et le président du bureau du Conseil municipal de la ville de Port-Gentil. La démarche impulsée par la direction générale de l'OPRAG vise la mise en application des instructions des plus hautes autorités du pays en matière de gestion portuaire.

La façade maritime de la capitale économique gabonaise pourrait bientôt devenir le nouveau lieu d'attraction de la ville de sable. C'est du moins ce que l'on est tenté de croire au regard des conclusions de la rencontre entre Aymard MBINA IWANGOU, directeur provincial de l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG) dans l'Ogooué-Maritime,

et Gabriel TCHANGO, maire de la commune de Port-Gentil.

Lors de leurs échanges à l'Hôtel de Ville, les deux hommes ont passé en revue les différentes Conventions entre les deux Institutions qu'ils représentent en matière de gestion de la façade maritime de la ville de Port-Gentil. Un point d'honneur a été mis sur les conséquences qui pourraient en découler. Notamment sur l'activité économique de l'administration dirigée par Gabriel TCHANGO.

Au terme de leur entretien, il est en effet ressorti qu'une partie de la façade maritime sera cédée à la mairie de Port-Gentil. Cette résolution, à ce qu'il semble, sera matérialisée au cours de l'année 2021, notamment par la signature d'une convention intégrant la délimitation des domaines de compétences respectifs. Une visite in situ a d'ailleurs permis aux deux parties de mieux appréhender les détails du projet.

En attendant sa matérialisation, du côté du bureau du Conseil municipal, l'on réfléchit déjà aux différentes initiatives devant entrer dans le cadre dudit projet en vue du développement économique de la cité pétrolière. Il s'agira donc pour la Mairie d'en faire un projet rentable, capable

d'approvisionner les caisses municipales tout en répondant au besoin esthétiques de la commune qui mise sur un meilleur embellissement de la façade portuaire depuis plusieurs années.

Il faut dire que la gestion de la façade portuaire de l'île Mandji a longtemps été l'objet d'incompréhension, voire de conflit entre les autorités portuaires de la province et la municipalité. La démarche initiée cette année est donc la bienvenue à plus d'un titre. Surtout pour les opérateurs économiques installés au port môle, qui seront désormais fixés en ce qui concerne le paiement de leurs taxes. ●

Christelle EKEGUE



CAJ : La SCG-Ré donne sa chance à 5 jeunes gabonais.



Représentée par son Administrateur-Directeur Général, Dr Andrew GWODOG, la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré) a signé, jeudi 19 août 2021, un contrat-cadre de partenariat avec le Fonds d'Aide à l'Insertion et à la Réinsertion Professionnelle (FIRP) représentée par son secrétaire exécutif, Hans Landry IVALA, par ailleurs directeur général de l'Office National de l'Emploi (ONE). Cinq jeunes compatriotes bénéficient depuis cette signature d'un stage au sein de la structure.

À l'instar de nombreuses autres entreprises de divers secteurs d'activité, la Société commerciale gabonaise de réassurance a signé en août, à Libreville, un contrat-cadre de partenariat avec le FIRP. Une signature qui entre dans le cadre du Contrat d'Apprentissage Jeunesse (CAJ) mis en place en 2016 et piloté par ONE. Son objectif : «améliorer l'employabilité des jeunes demandeurs d'emploi afin de leur permettre de postuler aux offres d'emploi exigeant une expérience professionnelle».

Grâce à son nouveau partenariat avec l'ONE, la SCG-Ré permet ainsi à cinq jeunes gabonais de bénéficier d'un stage en entreprise pendant quelques mois. Un stage qui, précise Hans Landry IVALA, intègre une certaine rémunération pour ces jeunes compatriotes, mais surtout leur assurance à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

Et si le patron du FIRP/ONE a informé que d'autres jeunes compatriotes pourraient bientôt bénéficier des mêmes avantages que les précédents au sein de la SCG-Ré, au cours de la cérémonie de signature officielle de leur partenariat, il n'a pas manqué de remercier chaleureusement Dr Andrew GWODOG pour «l'impulsion nouvelle» qu'il donne à cette initiative gouvernementale soutenue par le chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA, notamment dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation 2021-2023.

Présenté par Hans Landry IVALA comme «l'exemple à suivre», l'ADG de la SCG-Ré a quant à lui fait savoir que sa Société «s'inscrit dans sa volonté d'accompagner la jeunesse dans l'insertion et la réinsertion professionnelle, mais aussi la formation afin de

créer et développer les compétences clés dont le pays a besoin».

«J'ai rappelé aux nouveaux stagiaires l'importance des 3P, à savoir : La Présence, la Performance et le Professionnalisme au sein de l'environnement professionnel qui sont des atouts essentiels pour un meilleur rendement. C'est avec l'action de tous que nous pourrions contribuer à résorber le chômage au Gabon», estime Dr Andrew GWODOG qui prévoit d'ailleurs d'aller au-delà des 5% imposés par la loi pour atteindre les 20% d'offres de stage pouvant se solder par des CDD voire des CDI au sein de sa Société.

Mis en place cinq ans plus tôt, le CAJ cible exclusivement les demandeurs d'emploi âgés de 16 à 35 ans, diplômés ou sans qualification avec peu ou pas d'expérience professionnelle. Pour les entreprises ayant consenti à signer une convention de partenariat avec l'ONE, la durée de celle-ci est plafonnée à trois ans. ●

Damien LE GRANT

Actualités



Gestion des finances publiques : La note souveraine du Gabon relevée.



L'agence de notation financière internationale Fitch Ratings a annoncé, mardi 24 août 2021, qu'elle relevait la note souveraine du Gabon, entre autres, à cause de l'amélioration de la gestion des finances publiques et du nouveau plan d'aide accordé par le Fonds Monétaire International (FMI) qui laissent entrevoir une certaine stabilité de l'économie du pays appelée à se transformer selon les ambitions des autorités.

De « CCC », la note souveraine du Gabon est passée à « B- ». Le dernier rapport de Fitch Ratings a été rendu public le 24 août 2021. Si le maintien jusque-là de la note « CCC » depuis décembre 2020 avait laissé penser que le pays était au bord de la faillite, cette fois l'agence de notation financière internationale dit s'être laissé convaincre par les derniers événements économiques survenus dans le pays après la première vague du coronavirus. Alors que la pandémie tend à baisser d'inten-

sité sur le territoire national, l'agence prédit une période de stabilité de l'économie avec notamment la mise en branle du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) élaboré par le gouvernement sous l'impulsion du chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA.

Le passage du Gabon à la note « B- » est surtout, selon l'agence, une conséquence du « récent assouplissement des pressions sur les liquidités en raison de la hausse des prix du pétrole et d'un nouveau programme du FMI ». Au sujet du programme du Fonds Monétaire International, après plusieurs mois de négociations, l'État gabonais a en effet obtenu de l'institution, le 28 juillet 2021, un nouvel accord élargi de trois ans au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) pour un montant global de 553,2 millions de dollars américains, soit environ 305 milliards de francs CFA.

Cet argent, dont le premier décaissement immédiat d'environ 115,25 millions de dollars américains pour l'appui budgétaire a été rendu possible, permettra au pays de faire face à la crise de la pandémie de Covid-19 et de soutenir la mise en œuvre de la stratégie de relance économique 2021-23 des autorités.

Dans son communiqué, Fitch Ratings explique que le relèvement de la note du Gabon se justifie aussi par le rebond enregistré ces derniers mois sur les recettes non pétrolières : « Nous prévoyons que les revenus non pétroliers augmenteront cette année, alors

que la demande extérieure se redresse et que l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie améliore l'activité intérieure. Avec la reprise complète de l'activité économique et la réduction des dépenses liées à la Covid-19, nous prévoyons que le déficit budgétaire se réduira à 1,4 % en 2022 et à 0,7 % en 2023, en deçà de notre prévision pour la médiane «B-» de 7,4 % », indique-t-elle.

Toutefois, Fitch Ratings se veut réaliste et prévoit déjà que le déficit budgétaire s'élargira à 3,3% du PIB en 2021 contre 2,5 % en 2020, en raison d'une baisse de la production pétrolière. Et cette baisse aura, assure-t-elle, un impact sur les recettes budgétaires, avec notamment une augmentation modérée des dépenses d'investissement et le budget lié à la pandémie. ●

DLG



Banque : Paiements par GAB et TPE a l'international : UBA bloque tout !



La Direction générale de la filiale gabonaise de United Bank for Africa (UBA) a annoncé à sa clientèle qu'à compter du 31 août 2021, à moins d'une autorisation préalable accordée par ses soins, tous les paiements par GAB et TPE à l'international seront désormais bloqués. La patronne de cet établissement bancaire, Eugenia ONYEKWELU justifie cette décision par le souci de renforcer la gestion des transactions internationales.

À compter du 31 août 2021, les clients de UBA Gabon n'auront plus la possibilité de faire des paiements ni via des Gestionnaires automatiques de billet (GAB) ni par l'entremise des Terminaux de paiements électroniques (TPE). L'annonce a été faite par la Direction générale de l'établissement bancaire le 24 août 2021, qui indique toutefois que ces transactions ne pourront désormais plus être possibles qu'à condition d'avoir une autorisation préalable de la banque.

« Tous les détenteurs des cartes UBA devront désormais se rapprocher de nos services pour l'ouverture de ces canaux

de paiement à l'international, selon des conditions requises », a invité la banque, qui assure par ailleurs que « les transactions en ligne restent disponibles suivant les dispositions réglementaires ».

Interrogée par le quotidien L'Union sur l'opportunité de cette décision qui a surpris et mécontenté plus d'un client, Eugenia ONYEKWELU a expliqué que celle-ci « est motivée par le souci de renforcer la gestion des transactions à l'international et de rappeler les conditions d'utilisation de ce moyen de paiement électronique, conformément à la réglementation des changes en vigueur en zone CEMAC ».

Si la Directrice générale de UBA Gabon n'a pas manqué d'adresser ses excuses à la clientèle dont la satisfaction est l'un des premiers objectifs de la banque qu'elle dirige, elle a également tenu à rassurer ceux des clients qui utilisent les cartes prépayées pour des besoins spécifiques comme le paiement des études de leurs enfants à l'étranger. « Pour ce qui concerne les étudiants, nous tenons à rassurer les parents que nos services sont disponibles pour leurs documents justificatifs (attestation de

scolarité ou fiche d'inscription) afin qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'utilisation de leur moyen de paiement », a-t-elle expliqué.

« Nous rassurons nos clients que des dispositions ont été prises pour les accompagner au mieux », a réaffirmé Eugenia ONYEKWELU, non sans préciser que cette nouvelle donne est également valable pour tous les clients actuellement à l'étranger ou qui s'appêtent à s'y rendre, d'autant plus que cela ne concerne pas seulement les cartes prépayées, mais l'ensemble des moyens de paiement électronique. Pour ceux-là, les pièces justificatives leur permettant d'effectuer leurs transactions or de la zone CEMAC seront : une copie du passeport, une copie du billet d'avion confirmé et un visa si nécessaire pour son voyage. ●

DLG

► MANAGEMENT

SERGE WILLIAM AKASSAGA OKINDA

Mairie de Libreville : Un édile intérimaire aux performances exceptionnelles.

Étant parvenu à amorcer un changement radical dans le style managérial à la tête de l'Hôtel de Ville de Libreville en seulement trois mois d'intérim, Serge William AKASSAGA OKINDA est sans nul doute un des édiles les plus pragmatiques que la capitale du Gabon ait connu ces dernières années, en témoignent les comptes de l'exercice budgétaire 2020, qui affichaient une performance exceptionnelle de plus de 1,1 milliard de FCFA à la fin de la période d'intérim, ceci en dépit de la Covid-19. Retour sur un trimestre ayant nécessité de profondes réformes de la part du 1er maire adjoint de Libreville, qui croit en la capacité de Mme Christine MBA NDUTUME épouse MIHINDOU d'achever l'œuvre de ses prédécesseurs.





ENOROMI MAGAZINE

Bien que très connu sur la scène politique nationale, quelques-uns de nos lecteurs connaissent encore mal votre parcours. Qui est Serge William AKASSAGA OKINDA?

Serge William AKASSAGA OKINDA

Je voudrais d'abord m'acquitter d'un devoir de bien séance, celui de vous remercier pour la tribune et l'intérêt que vous portez à ma modeste personne.

Cela dit, je suis un acteur politique du deuxième siège du 3e arrondissement de la commune de Libreville.

Je fais mes premiers pas en politique au Centre des libéraux réformateurs (CLR) en 1995, par mon engagement et mon militantisme, je gravis les échelons au sein de cette formation politique, en passant par les fonctions de Délégué CLR 3e, Responsable des jeunes du 3e, membre du directoire donc la plus haute instance du parti, avant de finir par être investi puis élu Maire et président du Conseil municipal du 3e arrondissement de notre capitale.

À la suite de ma démission de cette formation politique, et donc de cette prestigieuse fonction, je rallie les rangs du Parti démocratique gabonais (PDG), pour coller aux aspirations de mon nouvel idéal politique.

Cette formation à laquelle j'adhère totalement depuis lors, permet aujourd'hui mon développement politique, d'asseoir les bases d'une carrière linéaire en la matière. En effet, j'y ai déjà occupé tour à tour des responsabilités et autres fonctions, à l'instar de Secrétaire général adjoint en charge des partis de la Majorité républicaine et sociale pour l'Émergence et actuellement Premier Maire adjoint de la commune de Libreville et par ailleurs membre du Bureau politique pour le compte du deuxième siège du 3e arrondissement.

ENOROMI MAGAZINE

À la suite de l'interpellation puis la mise en détention préventive de Léandre NZUE, vous avez été porté à la tête du Conseil Municipal de Libreville en tant que maire intérimaire, le 16 septembre 2020. Dans quel état avez-vous trouvé l'Institution ?

Serge William AKASSAGA OKINDA

En application des dispositions cumulées des Arrêtés n°0015/MI/PES/CAB.G du 16 septembre 2020, et 0027/MI/PES/CAB-G du 14 décembre 2020 portant respectivement constatation de la vacance provisoire du poste de Maire, désignation d'un intérimaire et prorogation de l'intérim, suivant les prescriptions des articles 32, 89 et 364 de la loi organique 01/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation, j'ai été appelé à la gestion transitoire de notre commune.

J'héritais alors d'une institution sur fond de crise financière avec une masse salariale excédentaire de l'ordre des 77% du Budget primitif de la Municipalité, des agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite, mais pris en otage par l'effet d'une lourde dette CNSS, pour des amendes et des cotisations retraite non reversées. Tout ceci ponctué par l'arrêt des prestations sociales au profit des agents municipaux, des contrats et/ou protocoles d'accord léonins, toute situation inédite pour notre jeune collectivité qui voyait son image écornée par moult mercuriales.

Ce challenge à nous confié appelait donc aux assises pour une vision partagée de la relance municipale, laquelle par des recommandations fortes et fermes des tutelles administrative et financière, ne concédait au manager ni flexibilité ni état de grâce.

Aussi, parce que parties prenantes et adhérents spontanés à cet élan légitime visant à redorer l'image, la crédibilité, mais encore à éviter un plan social à notre institution, par la modernisation du modèle administratif locale, pour davantage de performance dans la qualité des services offerts aux concitoyens, en impactant positivement leur quotidien et partant notre vivre ensemble.

Le bureau du Conseil municipal de Libreville s'est donc attaché à quelques ajustements via une projection qui appelle un chapelet d'actions préalables sans lesquelles, Libreville ne saurait prétendre à la beauté, à la prospérité, à l'attraction et à la sécurité à l'horizon 2023.

ENOROMI MAGAZINE

Après avoir officier trois mois durant en tant qu'intérimaire, vous avez cédé la place à Eugène MBA, le 4 janvier 2021, au cours d'une cérémonie officielle. Quelle était la situation de la mairie de Libreville au moment où vous quittez vos fonctions ?

Serge William AKASSAGA OKINDA

La Mairie de Libreville était alors un chantier en phase d'une restructuration profonde sur les plans administratif et financier ; et donc en attente des effets positifs des ajustements qu'il nous a semblé utile de mettre en œuvre avec, entre autres :

- L'audit des effectifs et des emplois ;
- L'audit de la dette fournisseurs et prestataires de services ;
- L'audit de la dette CNSS ;
- L'évaluation anticipée des comptes administratifs et de gestion de l'exercice 2021.

ENOROMI MAGAZINE

Quel a été votre apport dans la lutte contre la gabegie qui semblait régner à l'Hôtel de Ville à votre arrivée,

notamment avec le problème des effectifs pléthoriques au sein de cette institution ?

Serge William AKASSAGA OKINDA

Pour une gestion plus rigoureuse et transparente, il était question :

- De l'application rigoureuse des dispositions réglementaires (Décret 401) et du cadre organique transitoire (Arrêté 28.1), par l'adoption fort opportune et urgente, à la lumière du coût insoutenable de la masse salariale, de la note de service n°10/CL/CAB-ML du 21 septembre 2020, relative à la suspension à titre conservatoire des membres du Cabinet du Maire de Libreville ;
- D'une recommandation ferme, visant au versement sans exclusive de toute forme de recette au trésor municipal ;
- Du retour progressif de certaines attributions régaliennes de la Direction générale du Cadastre, de l'Habitat, des Aménagements urbains, des Transports et des Infrastructures urbains marginalement rétrocédées à l'Inspection générale Municipale, c'est le cas notamment de l'occupation du domaine public communal, de la gestion des sites de chargement et déchargement ;
- De l'installation du régisseur des cimetières à l'Hôtel de Ville, pour une meilleure administration des fonds y relatifs et partant la fin de la gabegie qui avait cours à Lalala ;
- De la réorganisation opérationnelle des brigades de l'Inspection générale Municipale :
 - Organisation à l'Hôtel de Ville, d'une communication de sensibilisation du Procureur de la République, sur la responsabilité personnelle et pénale des agents ;
 - Restructuration des ordres de mission, qui circonscrivent désormais le périmètre d'intervention, et en rouge l'objet spécifique de celle-ci ;
 - Le port obligatoire par les brigades, d'une blouse bleue et d'un badge mettant en évidence le matricule de l'agent contrôleur, pour une identification facile par

l'opérateur économique et partant prévenir et/ou dénoncer les éventuels abus ;

- La mise en circulation d'une nouvelle série de carnets d'encaissement, aux feuillets estampillés d'un code-barre d'authentification, avec des colorations actualisées.
- De la mise à jour de nos participations à l'Association internationale des maires francophones (AIMF) ;
- De l'audit des personnels de la commune de Libreville, en phase avec les recommandations de la tutelle financière, à l'effet de :
 - Dresser un état des lieux sur la nature, le niveau et la qualité des ressources humaines de la Commune ;
 - Parvenir à une maîtrise des effectifs en dotant la Commune d'un fichier des agents fiable ;
 - Créer les conditions d'un redéploiement opportun à une meilleure employabilité.
- Rationaliser les recrutements, pour une adéquation qualification, classification à l'engagement/reclassement, et ancienneté à l'avancement.
- De la mise en place d'une commission ad-hoc, pour l'examen anticipé du compte administratif 2019 et le projet de Budget primitif 2021.
- Le renouvellement complet du dispositif d'éclairage extérieur, parce qu'en proie aux vandales, avec une migration vers un système d'énergie solaire, en cours de livraison ;
- De la mise en place d'une Commission ad-hoc pour l'évaluation de la dette CNSS et de la relance des prestations sociales des agents municipaux ;
- De la Requête auprès de la Présidence de la République et de l'accord acquis, pour l'audit de la dette de la Mairie de Libreville par les commissaires de la taskforce pour le règlement de la dette intérieure.

ENOROMI MAGAZINE

Pensez-vous que la corruption et les détournements de fonds dont ont été soupçonnés certains de vos prédécesseurs et successeurs soient une gangrène incurable à l'Hôtel de Ville ? Sinon, comment ce phénomène peut-il être résorbé, selon vous ?

Serge William AKASSAGA OKINDA

Le traitement de ce que vous qualifiez de gangrène ne saurait relever de l'impossible ou de l'incurable. En effet, avec de la volonté, de la rigueur, des enquêtes de moralité, des contrats d'objectifs et de performances, nous pouvons effectivement mettre la corruption, la gabegie, les détournements et la mal administration financière, hors de l'Hôtel de ville de Libreville.

Et j'en veux pour preuve la lecture des comptes avant et après la période d'interim, qui se passe de toute forme de commentaires ; soit 2.983.545.042 FCFA pour les neuf premiers mois de l'année 2020 et 4.119.994.403 FCFA en décembre 2020 ; soit une performance exceptionnelle de 1.136.449.361 en trois mois, particulièrement en fin d'exercice budgétaire et sous l'impact du Covid-19.

ENOROMI MAGAZINE

Selon vous, le maire actuel, Mme Christine MBA NDUTUME épouse MIHINDOU, peut-elle venir à bout des nombreux problèmes décriés au sein de l'Institution dont elle a acquis la charge, le 14 juillet 2021 ?

Serge William AKASSAGA OKINDA

A l'occasion de sa première prise de parole, Madame le Maire a annoncé je cite : « Ma ferme intention est d'honorer avec humilité, droiture et loyauté, les responsabilités liées à ma charge, tel un maçon mis à l'épreuve pour concourir à la vision communale du Chef de l'État S.E. Ali BONGO ONDIMBA ». Avec une telle détermination et un tel engagement, comment ne pas être l'Édile de la renaissance de notre Commune ?

ENOROMI MAGAZINE

Par ailleurs, quelles seront les principales actions du Conseil Municipal jusqu'au terme de ce mandat tumultueux ?

Serge William AKASSAGA OKINDA

La réponse à cette préoccupation, incombe directement le Bureau du Conseil Municipal, et particulièrement son président. En effet, bien que princi-



Nonobstant le fait que nous devons progressivement tendre vers la création d'une usine de traitement et de valorisation des ordures ménagères, biomédicales et industrielles.

palement orienté vers la continuité des projets prioritairement arrêtés, il n'en demeure pas moins que sa vision reste essentielle, à la nouvelle orientation de notre politique municipale.

ENOROMI MAGAZINE

Quid de la question spécifique de l'insalubrité dans la capitale gabonaise ?

Serge William AKASSAGA OKINDA

Cette problématique est à mon sens l'une des plus essentielles, raison pour laquelle nous ne ménageons aucun effort, pour inviter les différents acteurs et/ou parties prenantes, à travailler la main dans la main, à l'adoption et à la mise en œuvre d'une solution durable.

Dans cette perspective, la tutelle des Collectivités locales, la Mairie de Libreville, le Haut-Commissariat à l'Environnement et Clean Africa se doivent de conjuguer les efforts, à l'effet des accords, des contrôles logistiques, opérationnels et de l'effectivité du service fait avant paiement des prestataires à date échue.

ENOROMI MAGAZINE

Adopté à 27,7 milliards de FCFA contre 26,3 milliards en 2020, le budget de la mairie de Libreville permettra-t-il de mener à bien vos différents projets en 2021 ?

Serge William AKASSAGA OKINDA

Pas toujours évident avec 77,78% du budget affecté à la masse salariale. Vous aurez compris qu'il s'agira pour l'essentiel de réduire significativement le poids de la masse salariale, avec notamment :

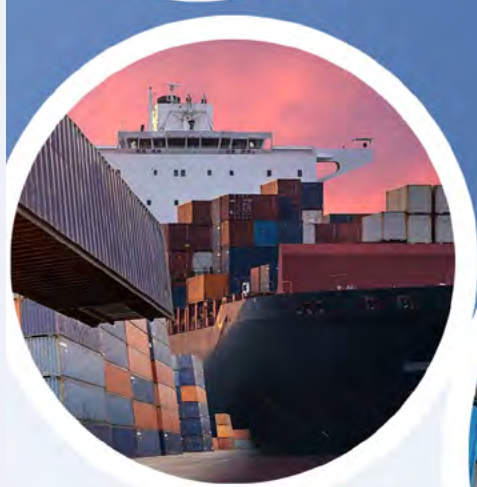
- La mise à la retraite des agents atteints par la limite d'âge ;
- Échelonner le règlement de la dette CNSS, par une reprise progressive des prestations sociales. ●



CONSEIL GABONAIS DES CHARGEURS

ÊTRE AU SERVICE DES IMPORTATEURS
ET EXPORTATEURS

EFFICACITE - PERFORMANCE - DEVELOPPEMENT



NOS MISSIONS

- ✓ L'Encadrement du Trafic de Fret Multimodal.
- ✓ La Gestion des Droits de Trafic de Fret National et International multimodal.
- ✓ La Traçabilité des Cargaisons.
- ✓ La Mise en place et la Gestion de l'Observatoire National de Transport de Fret.



Direction Générale
BP: 1163
Owendo / Gabon
Tel: (+241) 11 70 75 85
(+241) 11 70 75 86

**Représentation
Europe & Ameriques**
4, Av Franklin Roosevelt
75008 Paris
Tel: +33 1 56 59 91 82
Fax: +33 1 49 53 09 31

**Représentation
Ogooué-Maritime
& Sud Gabon**
BP: 360 Port-Gentil
Tel: +241 11 55 25 86
+241 11 56 19 46
Fax: +241 11 56 01 17

Antenne Bitam
Tel: +241 74 92 42 46
Bureau de Ntoum
+241 74 92 44 31
**Bureau de l' Aéro-
port de Libreville**
+241 74 92 42 41

▶ ENTREPRENEURIAT

SUN ALEJANDRO

Une star est née !

Curieux, touche à tout, extravagant pour certains et original pour d'autres, Sun ALEJANDRO est sans nul doute un des artistes africains les plus talentueux du moment. Le jeune rwandais qui vit depuis plusieurs années à Libreville, au Gabon, est parti de la réalisation des tableaux à base de matériaux recyclés pour atterrir de plain-pied dans la mode. Aujourd'hui, le jeune patron rêve grand et se voit notamment à la tête d'une ligne de prêt-à-porter et de produits dérivés accessibles à travers l'Afrique, l'Europe et au-delà.

ENOROMI MAGAZINE

Qui est Alejandro Sun pour nos lecteurs qui ne le connaissent pas encore?

Sun ALEJANDRO

Mon pseudo d'artiste est Sun Alejandro. Je suis un styliste, designer et directeur artistique de nationalité rwandaise, mais résidant à plein temps au Gabon.

Sun Alejandro est également l'initiateur d'un événement annuel baptisé «Soirée Fashion», qui met en lumière de jeunes artistes dans divers domaines culturels. Je suis par ailleurs chargé de l'événementiel dans certaines structures de la capitale.

ENOROMI MAGAZINE

Êtes-vous actif au Rwanda, le pays dont vous êtes originaire ?

Sun ALEJANDRO

Étant fier de mes origines, j'essaie de mon mieux de m'investir dans le processus de développement de mon pays, le Rwanda. Et cela passe d'ailleurs par la décision que j'ai prise en 2019, d'insérer officiellement à mon logo, le hashtag #VisitRwanda.

Mon désir le plus cher serait de créer une vraie synergie dans le domaine de la mode entre Libreville et Kigali. Et d'ailleurs, pas mal de projets trottent dans ma tête.

ENOROMI MAGAZINE

Comment êtes-vous arrivé à la mode ?

Sun ALEJANDRO

Je dirais plutôt que je suis né artiste. C'est un peu abstrait comme réponse, je vous le concède, mais j'ai toujours été attiré par tout ce qui était artisanal, ceci dès mon plus jeune âge. Je me rappelle même que mes moments favoris étaient ceux passés au cours d'art plastique en moyenne section. Après, je crois qu'avec le temps, cette passion a mûri au point de décider d'en faire un métier.

ENOROMI MAGAZINE

Parvenez-vous à vivre de votre activité aujourd'hui ?

Sun ALEJANDRO

Il y a quelques années encore, je n'aurais pas répondu ça, mais aujourd'hui, grâce à ma petite notoriété, je peux affirmer avec fierté que je vis de mon activité aujourd'hui.

ENOROMI MAGAZINE

De quelles œuvres majeures êtes-vous le plus fier ?

Sun ALEJANDRO

Un peu difficile d'y répondre, car je suis à peu près fier de toutes mes œuvres. Mais s'il faut en choisir quand même quelques-unes, je dirais que ce sont les shoots sur le thème du «Dieu grec», «Ange Lumia» «The King» et très récemment le projet «Pandora».

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes aussi connu comme l'auteur de plusieurs tableaux ? Comment parvenez-vous à allier cette activité à la couture ? Quelle clientèle ciblez-vous avec ces tableaux ?

Sun ALEJANDRO

La création des tableaux est l'activité par laquelle j'ai commencé. Mais pour être honnête, la mode a pris plus de place dans ma vie. Je crois que ce ne sont pas spécialement les tableaux ou les vêtements, mais ce qui m'intéresse au final, c'est le moyen d'expression que m'offrent ces deux activités. Et tant que j'arrive à faire passer un message avec l'un ou l'autre, je crois que c'est facile pour moi de les allier.

La clientèle que je cible pour ces tableaux, c'est une clientèle qui, en plus d'avoir une sensibilité artistique, doit avoir un sens des responsabilités face à l'écosystème de notre planète. Car, c'est sans rappeler que tous mes tableaux sont justement réalisés à partir de matériaux recyclés.

ENOROMI MAGAZINE

Pourquoi avoir choisi de vous mettre à votre propre compte en tant qu'entrepreneur ?

Sun ALEJANDRO

Tout simplement parce que je crois en moi. Pour ma part, je crois qu'en agissant à mon propre compte, j'ai

une marge d'expression considérable et je suis à même d'imposer ma vision des choses. Et je crois aussi que toute évolution passe par cette étape d'indépendance. Bien que je garde de très bons rapports avec ceux pour qui j'ai travaillé tout en leur témoignant ma reconnaissance et mon respect.

ENOROMI MAGAZINE

Faites-vous face à des difficultés particulières en tant que patron de votre business ? Si oui, quelles sont-elles ?

Sun ALEJANDRO

Comme tout patron, bien évidemment. Mais là encore, chose normale et même instructive, ces difficultés nous permettent de nous surpasser et de nous remettre en question pour mieux avancer. Parmi ces difficultés, il y a le fait de diriger une équipe avec toutes les failles qu'elle peut souvent présenter, prendre des décisions parfois très dures, etc. Mais je crois aussi au fait que je suis jeune, et donc beaucoup reste à faire. Mais en gros, il n'y a rien d'insurmontable auquel je fais face.

ENOROMI MAGAZINE

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes qui tardent à se lancer dans l'entrepreneuriat ?

Sun ALEJANDRO

Tout d'abord, de ne jamais se dire qu'on attend d'avoir «les moyens» pour se lancer. Les moyens en question, c'est nous, c'est notre intelligence, c'est notre jeunesse.

Mais un conseil important, c'est que même en tant qu'autodidacte, la formation est très importante. On peut se lancer et apprendre sur le tas. Ne jamais avoir peur ou honte de dire : «je ne connais pas». La curiosité est une arme qui forge.

ENOROMI MAGAZINE

En tant qu'entrepreneur, comment vivez-vous la crise sanitaire actuelle ?

Sun ALEJANDRO

Au début ça a été vraiment dur. Car nous ne parvenions pas à trouver nos

marques. Mais je crois que, comme tout le monde, j'ai appris à adapter mes activités.

Je crois que, justement en tant qu'artistes, nous devons toujours être à même de «créer», quitte à ce que ce soit notre environnement de travail. C'est de là qu'on reconnaît un vrai artiste : il sait s'adapter à la vie selon son inspiration et non le contraire.

ENOROMI MAGAZINE

Sur quoi travaillez-vous en ce moment ?

Sun ALEJANDRO

Actuellement, je suis sur deux projets majeurs : le premier c'est la préparation de la collection, car je suis invité à l'Annual Fashion Week de Douala en novembre prochain. Mais parallèlement, je suis en train de préparer la 6e édition de mon événement annuel pour lequel j'ai d'ailleurs déjà dévoilé le thème intitulé «lconique».

ENOROMI MAGAZINE

Sun Alejandro, dans 5 ans... toujours dans le milieu ? Et de quelle façon ?

Sun ALEJANDRO

Oui, toujours dans le milieu dans 5 ans, je l'espère. Mais d'une façon plus extensible : ligne de prêt-à-porter et produits dérivés, magasin dans au moins trois villes d'Afrique (Libreville, Kigali et Douala), et la conquête de toute l'Afrique et l'Europe au travers des participations aux grands rendez-vous de la mode. Je rêve toujours grand... (sourire). ●

*Propos recueillis par
Griffin ONDO*

Dossier

MICROFINANCE

Les établissements résistent tant bien que mal face à la Covid-19.

À l'instar d'autres secteurs d'activité depuis l'apparition des premiers cas de maladie dans le monde, la microfinance n'a pas échappé au coronavirus. Loin de là. Au Gabon, les chiffres issus de l'analyse de la Direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEPF) montrent pourtant que les établissements résistent tant bien que mal aux contrecoups de la pandémie et ont recommencé à faire quelques profits au 1er trimestre 2021.

Par **Griffin ONDO**



LA CONFIGURATION DU SECTEUR

La véritable question qu'il y a lieu de se poser serait plutôt : quel est le secteur d'activité qui n'a pas été touché par le coronavirus en 2020 ? Si la réponse à cette interrogation est « aucun », il est donc évident que la microfinance n'a pas échappé à la pandémie. Et l'analyse du secteur faite par la Direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEPF) montre bien que les principaux établissements de microfinance (EMF) ont vu leurs activités prendre un coup. En témoignent les données compilées, rendues publiques en mai dernier et relayées ci-après par ENOROMI MAGAZINE.

L'administration tient toutefois à préciser qu'en dehors de la configuration du secteur, ces données portent sur neuf EMF, dont huit sociétés anonymes. Les autres ne procèdent pas encore au compte rendu trimestriel SESAME.

20 établissements et 4 principales villes

Selon la DGEPF, au Gabon, au 1er trimestre 2021, ce sont au total 20 EMF qui offrent les services financiers de proximité. À la même période, l'année précédente, ces établissements étaient au nombre de 19. Il s'agit notamment de six coopératives d'épargne et de crédit et 14 sociétés anonymes. Une répartition qui prouve une fois de plus que le secteur est sous le contrôle des sociétés anonymes, qui collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

À fin mars 2021, ce sont en effet sept agences et points de vente supplémentaires qui ont été identifiés. Une conséquence de l'extension de plusieurs sociétés anonymes. Toutefois, note la DGEPF, les activités restent concentrées dans quatre grandes villes du pays : Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

Augmentation de la clientèle et des agents

Comme il fallait s'y attendre, l'ouverture au 1er trimestre 2021 de nouvelles agences, y compris à Libreville, la clientèle s'est faite plus abondante. Cette augmentation des usagers s'est d'ailleurs traduite par une hausse de 12,8% de personnes ayant sollicité les services des différents EMF. Conséquence : le nombre d'usagers est passé à 256 386 en fin mars 2021, alors que celui-ci était de 227 390 la même période en 2020, soit augmentation de 12,8%.

Il convient de noter que quatre établissements regroupent à eux seuls près de

91% des clients du secteur. Il s'agit de FINAM, LOXIA, EDG et Express-Union. Leur cible est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier notamment, les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers.

Il faut ajouter que l'effectif du secteur a augmenté de 15,3% pour atteindre 693 salariés à fin mars 2021. Une autre conséquence de la création d'agences. Celles-ci sont en effet passées de 81 en mars 2020 pour atteindre 88 pour les 20 EMF comptabilisés à cette période.

Configuration du secteur et clientèle

	Mars 2019	Mars 2020	Mars 2021	Var 21/20
Nombre d'EMF	14	19	20	+1
Nombre d'agences	74	81	88	+7
Usagers (par unité)	198079	227390	256386	12,8%
Effectifs (par unité)	566	601	693	15,3%

Sources : EMF/Cellule Microfinance



DES ENCOURS DE DÉPÔTS ET DE CRÉDITS EN HAUSSE

Il est vrai, face à la pandémie de la Covid-19, les établissements de microfinance à travers le monde ont été fortement impactés. Ceux implantés au Gabon n'y ont pas fait exception. Pour cause, le gouvernement a dû prendre des mesures drastiques pour lutter contre la maladie. Résultat : dès avril 2020, les activités desdits établissements ont connu un arrêt brusque.

Au 1er trimestre 2021 pourtant, la Direction générale de l'Économie et de la Poli-

tique fiscale note une évolution de l'activité à fin mars de cette année, qui fait ressortir une croissance des ressources et des emplois. Le secteur a en effet enregistré une hausse de plus de 13% d'encours de dépôts entre mars 2020 et mars 2021. Les encours de crédits ont eux aussi bondi, passant de 50,8 milliards de FCFA au 1er trimestre 2020 à 65,8 milliards de FCFA à la même période l'année d'après, soit une hausse de 29,72%. Les fonds propres de ces EMF ont toutefois dégringolé à près de -12%.

Evolution des ressources et des emplois

En milliards de FCFA

	Mars 2019	Mars 2020	Mars 2021	Var 21/20
Fonds propres	6,97	10,9	9,6	-11,9%
Encours de dépôts	37,36	61,9	70,4	13,73%
Encours de crédits	31,98	50,8	65,8	29,72%

Sources : EMF/Cellule Microfinance



LES CAPITAUX PROPRES EN BAISSÉ

Selon les chiffres issus des enquêtes de la DGEPEF, en fin mars 2021, les fonds propres des EMF ont enregistré une baisse de l'ordre de 11,9% à 9,6 milliards de FCFA contre 10,9 milliards de FCFA à fin mars 2020. L'administration y voit une conséquence de la dégradation de la situation financière de certains de ces établissements, particulièrement ceux de deuxième catégorie, qui détiennent 92% des fonds propres du secteur.

Les experts du secteur notent tout de

même une hausse d'activité au moment de l'analyse des indicateurs d'intermédiation. Ce qui traduit, selon eux, « une amélioration de l'inclusion financière ». En effet, la DGEPEF indique que les dépôts collectés ont enregistré une amélioration de 13,7 % à 70,4 milliards de FCFA contre 61,9 milliards de FCFA un an auparavant. Ce sont les performances commerciales des leaders du secteur qui sont à l'origine de cette évolution.

« L'analyse par type de dépôts fait ressortir une prépondérance des dépôts à vue qui représentent environ 75% de l'encours total. De plus, les crédits à la clientèle se sont consolidés de 29,7% à 65,8 milliards

de FCFA, corrélés au relèvement du taux de bancarisation et aux efforts d'accompagnement des besoins d'exploitation des petites et moyennes entreprises », poursuit l'administration.

La structure des taux

La DGEPEF informe enfin que la structure des taux d'intérêt est restée identique à celle de mars 2020, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux créditeurs varient de 4,5% à 5% et débiteurs de 14% à 24% par an, soit un taux débiteur moyen de l'ordre de 16% et 33%.



Tribune

PARLONS BASKETBALL !!

Après les déboires des U16 féminin et masculin à l'Afrobasket au Caire et face aux multiples railleries de la part du public, doublé de la disqualification de l'équipe nationale de basketball féminine de l'Afrobasket prévu à Yaoundé au mois de septembre 2021, Marius ASSOUMOU NDONG dit Kemp, ancienne gloire de la balle orange sort du bois. Pour cet ancien international, c'est le moment pour une prise de conscience réelle pour sauver le basketball gabonais.

Je voudrais débiter ce poste en ayant une pensée particulière pour tous ceux qui ont participé de manière directe ou indirecte à ma formation, et au sportif aguerri que je suis aujourd'hui. D'abord, à Monsieur Didier LASCONI, qui guida mes premiers pas au Basketball en 1993 à Oyem. Ensuite, au feu Coach Serge ANGUILET, lui qui me lança en première division, alors que je n'étais que joueur Espoir à Ndella. Puis, au feu Shummer YENOT COME, qui me donna le privilège d'évoluer sous son management à Oyem pendant deux bonnes années. Mes pensées vont également à l'endroit des feus Coachs NGUINGUI (Moumou) et Didier, deux encadreurs rompus à la tâche dans la formation des Jeunes.

Dans un second temps, je voudrais du plus profond de mon âme, rendre un HOMMAGE et manifester un soutien franc et sincère à tous les Jeunes qui ont porté récemment les couleurs du pays pendant la compétition au Caire, en Egypte. Chers Jeunes, je voudrais vous dire tous mes encouragements, car vous êtes tout, sauf RESPONSABLES de ce que nous avons tous vu tout au long de votre tournoi. J'ai moi aussi joué des compétitions étant très jeune, mais je

n'ai pas eu la chance de jouer avec des enfants de mon âge quand j'étais adolescent, car mon niveau de jeu très mûr m'a introduit matinalement dans les grandes catégories. Alors, sachez que je comprends votre douleur, car je vous avais dit, QUE ÇA ALLAIT ÊTRE TRÈS DUR, en venant vous rendre visite aux entraînements avant le voyage. Alors tous ceux qui pensent que les Jeunes n'ont rien foutu, vous avez raison. Cependant, retenez que ces enfants n'avaient pas d'armes égales à celles de leurs adversaires sur le champ de bataille, et ce n'est pas de leur faute.

Aussi, je le dis presque tout le temps, que le Basketball Gabonais est mort depuis 2004. Ce serait méchant de pointer du doigt le Bureau Fédéral actuel, car il a hérité d'un enfant agonisant...Qu'il faudra sauver par tous les moyens. Les raisons qui ont fait que notre discipline se « plombe » sont nombreuses, parmi lesquelles :

1. Mort du Basketball féminin depuis 2004 ;
2. Retrait des équipes civiles du championnat national en 2004 ;
3. Décès de l'Office Gabonais des Sports Scolaire et Universitaire (OGSSU) en 2004, sous sa forme d'antan. Il faut dire que son format actuel n'est nullement efficace ;
4. Départ du pays après le baccalauréat, des derniers joueurs de ma génération en 2004, je peux citer entre autres mon frangin des Anges ABC, Paco BOUSSOUGOU ;
5. Il n'y a aucun championnat au Gabon

depuis près de SEPT ANS, à part se retrouver en fin d'année pour les compétitions fédérales ;

6. Le fait que les enfants apprennent les après-midis, plombe de facto la possibilité de les former convenablement ;
7. La pandémie sanitaire actuelle n'est pas épargnée. Elle a une énorme part de responsabilité également.

Alors, à quoi peut-on s'attendre quand on a quelques personnes tant physiques que morales, qui font de modestes efforts sans appuis ? Pouvait-on espérer que le Gabon batte le Mali, qui a CINQUANTE DEUX CENTRES DE FORMATION ? Sachant qu'ils forment des enfants très tôt, notamment avant leur septième année. Pouvions-nous demander l'impossible à nos Jeunes de venir à bout en féminin de l'Egypte dont les moins de 19 ans étaient au championnat du monde ? Je dis bien CHAMPIONNAT DU MONDE DES MOINS DE 19 ANS / FILLES, SVP !

La situation actuelle de notre Basketball est honteuse, pour ceux qui n'ont jamais joué en équipe nationale, et ceux qui n'ont jamais joué pro ça peut leur paraître normal que les choses se passent ainsi. Mais pour les Fabrice NOLLET, Jason FANGA, Stéphane LASME, Géraldine ROBERT, et modestement moi-même, je vous promets que nous avons le cœur FENDU EN MILLE de constater impuissamment (malgré nos modestes contributions) la descente aux enfers de notre discipline. Notre pays ne joue plus les éliminatoires de l'Afrobasket. Nous n'existons désormais que quand la FIBA

veut repêcher une équipe et aller faire le nombre. Ce fut le cas avec les Seniors il y a quelques années à Malabo, tout simplement R I D I C U L E.

Quand nous jouions, les pays tels que la Guinée - Equatoriale, le Tchad, l'Ouganda, la RCA, les deux Congo, même le Cameroun, n'existaient pas (sans vouloir leur manquer de respect). Car, nous étions logés dans des poules avec des géants tels que l'Angola. Aujourd'hui, tous mes amis que j'ai connus à travers le monde se moquent de moi. Ils se demandent si j'ai appris le Basketball dans le même pays que nos enfants au Caire il y a quelques semaines. En personne orgueilleuse (de personnalité et non de vanité) que je suis, j'ai HONTE !

Par ailleurs, j'ai appris que la tutelle (Ministère des Sports) avait décidé que les filles en Senior, qui devaient aller au Cameroun, n'iront plus. Une décision sage, courageuse et justifiée parce que les raisons avancées sont légitimes. Néanmoins, c'est bien d'annuler mais QUE PRÉVOIT NOTRE TUTELLE pour permettre un meilleur épanouissement local de notre discipline ? Les compétitions internationales pullulent chaque année dans différentes catégories, notre tutelle va-t-elle annuler notre participation tout le temps, et ne poser aucune action concrète pour relancer le Basketball ? Aucun Gabonais aimant son pays, ou tout simplement aimant le Basketball, ne peut rester indifférent à ce qui s'est passé au Caire. Je n'avais jamais vu de tels scores de toute ma vie. Mais, tout arrive pour une raison. J'ose espérer que ce résultat servira de déclic pour que nous prenions tous RÉELLEMENT conscience qu'il faut sauver notre activité.

Ne pouvant donner mon avis sans pistes de solutions, ma modeste contribution, si ça peut aider, est la suivante :

1. Il faut que le Bureau Fédéral ait une attitude beaucoup plus inclusive. Qu'il donne instruction au Directeur Technique National de s'asseoir avec tous les techniciens présents ou de passage au pays. Tout le monde est UTILE en temps de crise (formation des formateurs, formation et recyclage des arbitres, et proposition de projets de sortie de crise) ;

2. Il faut relancer les différents championnats. Je sais qu'il y a le Covid -19 qui est toujours présent, mais des mécanismes peuvent et doivent être trouvés parce que l'heure est grave ;

3. Il faut que les subventions à donner aux Ligues provinciales soient effectives, à fin de leur permettre une certaine autonomie et une meilleure organisation. Mais aussi, les faire suivre par les Directions Provinciales des Sports, pour contrôle ;

4. Il faut que la tutelle soutienne (en matériel et sur le plan technique) les associations qui font dans la formation et les faire travailler ensemble ;

5. Il faut que la tutelle crée des pôles d'excellence de formation dans au moins trois provinces du pays : Estuaire, Ogooué Maritime et Woleu Ntem. Les recrutements se feraient au sortir de petits tournois de détection des enfants de moins de 12 ans (en priorisant les grandes tailles) ;

6. Il faut que l'OGSSU revienne sous sa forme d'antan. Car, tout peut commencer dans la cour d'une école et terminer en NBA ;

7. Il faut que le Ministre des Sports travaille avec son collègue de l'Éducation Nationale sur comment capitaliser les après - midi pour la pratique des activités sportives par les élèves, nos enfants. Il faut dire que leur absence sur les aires de jeu fausse les efforts de ceux qui comme moi, s'investissent à fonds propre sans SOUTIEN pour leur développement ;

8. Il faut que les collectivités locales s'intéressent un peu à l'épanouissement de la Jeunesse. Là encore, avec l'implication de la tutelle, c'est possible ;

9. Il faut que la tutelle soutienne le Bureau fédéral dans la recherche à travers le monde, des Gabonaises et Gabonais prêts à aider le sport national. Des joueurs et entraîneurs éparpillés à travers le globe, il y en a...Ils ne demandent qu'à être contactés et servir leur pays. Nous avons mille et un bi - nationaux au

Foot et au Hand, pourquoi pas au Basketball ?

10. Les aires de jeu, il y en a certes mais il en faut encore plus dans les quartiers populaires. Il y a beaucoup d'enfants dans ces zones, parfois en difficulté sociale. Le sport étant un moyen de réussir dans la vie, on aura vite fait sortir de nulle part des champions, comme ce fut mon cas ;

11. Il faut apprendre la valeur des symboles de la République aux enfants. Le sentiment qu'on a de nos armoiries peut consolider l'esprit patriotique, donc mieux défendre la Nation via le sport.

On ne RÉINVENTE pas la roue, quand ce n'est plus bon on repart aux sources, aux fondamentaux... C'est ainsi de manière générale dans la vie, au sport c'est la base. IL FAUT QU'ON FORME LES JEUNES. Il faut prioriser la formation. Si, des Centres de Formation en bonne et due forme ne peuvent pas être créés (car je pense qu'il n'y en n'a pas de bien structuré, en dehors de quelques associations qui forment), il est impératif que la tutelle accompagne ces associations, et mette des moyens de contrôle et de suivi pour s'assurer, via ses conseillers techniques, que les choses vont dans le bon sens. Nous devons désormais avoir une vision ÉLITISTE et mettre un accent particulier sur des Jeunes talentueux. Je sais qu'il y en a beaucoup dans ce pays.

Enfin, je suis Marius ASSOUMOU NDONG, patriote et sportif dans l'âme, prêt à m'entourer de mes paires et monter un projet allant dans le sens des écrits ci - dessus, et le défendre devant qui que ce soit. Chacun de nous a une part de responsabilité dans ce qui est arrivé à nos Jeunes au Caire, qui n'est que la suite de ce que notre sport subit depuis 2004, alors la voix de chacun de nous devrait également compter pour la recherche des pistes de solutions. ●

Marius Kemp
ASSOUMOU NDONG

Ancien international
Président de l'Association Relais

Enquête



21657920	414264
21215720	5498216
326225	
32255021	32154316
1245755	1245755
2154756	2154756
	2659

PROJET DE LOI DE FINANCES 2022

Quid de son élaboration par le gouvernement ?

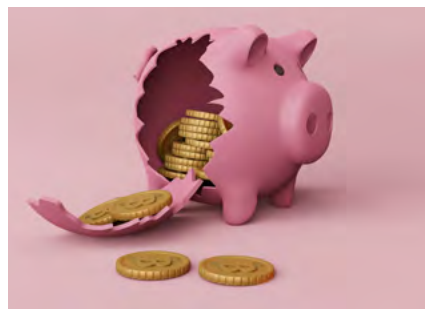
I Ouvertes le 5 août 2021, les conférences budgétaires ministérielles se sont achevées 20 jours après. Les travaux, qui étaient accueillis par le ministère du Budget et des Comptes publics, ont vu la participation de tous les membres du gouvernement, chacun venant présenter ses différents projets d'investissement. L'objectif de cet exercice: l'élaboration du Projet de loi de finances de l'année 2022. Retour sur les principaux besoins exprimés par les ministres.

« Le but de ces conférences budgétaires est de programmer la bonne dépense et les besoins identifiés feront l'objet d'une étude par les techniciens avant les arbitrages du Premier ministre et du président de la République », a déclaré d'entrée de jeu Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE, ministre du Budget et des Comptes publics, lors de l'ouverture, le 5 août 2021, des travaux à Libreville.

Si cet exercice avait déjà lieu les années précédentes, cette année, il était question d'élaborer une cartographie des indicateurs, objectifs et cibles à moyen terme, en cohérence avec le Plan d'accélération de la transformation de l'économie gabonaise (PAT). Le but étant de disposer d'une base de données des projets jugés réalistes et réalisables, pour mettre en œuvre les 12 batailles clés du PAT en 2022, ainsi que les projections à moyen terme.

Une attention particulière a donc été portée sur la cohérence entre les projets retenus et les orientations sectorielles du PAT. Selon Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE, pour garantir le succès des investissements qui seront pris en compte dans le PLF 2022, quelques règles doivent être précisées. « La première, c'est qu'il faudra sélectionner des projets matures ayant fait l'objet d'études pour garantir leur exécution », a déclaré le membre du gouvernement.

Tous les membres du gouvernement se sont prêtés à l'exercice, présentant chacun à tour de rôle les besoins du département ministériel dont il a la charge pour le compte de l'exercice prochain.



Bonne gouvernance et plus d'emplois d'ici à 2022

Les premiers à se prêter à cet exercice ont été le ministre de la Promotion de la bonne gouvernance et la Lutte contre la corruption, Me Francis NKEA NDZIGUE, et de son collègue des Affaires étrangères, Pacôme MOUBLET BOUBEYA. Le premier ministre cité a présenté les outils de la bonne gouvernance qu'il dit « participative ». Ce département est en effet inscrit dans le pivot transverse du PAT dont l'un des objectifs est l'assainissement des finances publiques.

Le ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle a défendu ses projets prioritaires au deuxième jour de ces conférences budgétaires. Des projets prioritaires qui se résument en deux points : assurer une meilleure formation aux jeunes Gabonais et leur garantir plus et de meilleurs emplois pour les prochaines années.

« Nous avons largement débattu sur les projets qui sont intégrés dans le Plan d'accélération de la transformation, et en ce qui concerne le ministère dont j'ai la charge, il y avait le volet de la formation professionnelle avec, entre autres, l'opérationnalisation des nouveaux centres et les nouveaux campus. S'agissant du volet Emploi, nous avons évoqué le rôle de l'Office national de l'emploi dans l'accélération de l'accès des jeunes à l'emploi », a expliqué Madeleine Edmée BERRE.



Prisca NLEND KOHO veut mettre en service les centres sociaux

Les projets prioritaires du ministre des Affaires sociales et des Droits de la femme sont focalisés sur la mise en service des centres sociaux dans la capitale gabonaise, notamment le Centre des enfants trisomiques dont les travaux de réhabilitation sont en cours à Libreville, et le Centre des enfants autistes dont la livraison est prévue pour le 4^e trimestre 2021. « La réhabilitation de ces deux centres se fait en partenariat avec le Maroc, et nous tenions à mettre un accent sur l'accélération des travaux pour que les enfants qui souffrent de ces handicaps puissent être rapidement abrités quelque part », a-t-elle expliqué.

Pour 2022, Prisca NLEND KOHO veut également mettre en service le Centre d'accueil des femmes victimes de violences de Nzeng-Ayong, à Libreville. Elle prône une accélération des travaux de ce bâtiment afin d'abriter ces femmes à l'horizon 2022. Le financement de l'État est également attendu dans la mise en place de l'Observatoire des droits de la femme.

Le ministre des Affaires sociales compte enfin mettre en place le Fonds 4 des assurés de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) qui

concerne les travailleurs indépendants et les assurés volontaires. « C'est un projet que le chef de l'État tient à cœur, d'autant qu'il permettrait de finaliser le toilettage du fichier des Gabonais économiquement faibles, avec le lancement de l'enquête sur les GEF proprement dit, et qui prendra en compte les nouvelles variables qui ont été arrêtées lors des ateliers que nous avons organisés il y a quelque temps ».

Le Gabon vise en 2022 l'autosuffisance alimentaire

Pour le PLF 2022, le ministre de l'Agriculture, Biendi MAGANGA-MOUSSAVOU veut amener le Gabon à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire et l'autonomisation des jeunes gabonais à travers l'agriculture. Pour ce faire, selon lui « l'agriculture est une question transversale qui se fait avec beaucoup d'argent ».

Pour concrétiser les différents projets d'investissement agricole contenus dans le PAT, il faut des finances. « Nous avons l'ambition de réduire nos importations, de développer la production au niveau de notre pays, d'augmenter les surfaces cultivées, de faire en sorte que les Gabonais

accèdent à un foncier sécurisé et que les quantités vivrières augmentent considérablement de plusieurs centaines de tonnes de manioc et de banane plantain », a confié Biendi MAGANGA-MOUSSAVOU au sortir de sa séance de travail.

Forêts et mines : deux secteurs porteurs de croissance

Les ministres des Eaux et Forêts et celui en charge du Pétrole ont décliné les projets du PAT que devrait prendre en compte le PLF 2022. Le Pr Lee WHITE campe notamment sur l'amélioration de la gestion durable des forêts, et l'atteinte de la 2^e et de la 3^e transformation sur le territoire national. À cela s'ajoute la bonne gestion, la valorisation des aires protégées et des parcs nationaux ; la lutte

contre les changements climatiques ; la question du conflit homme/faune et d'affectation des terres. Aussi, dans le cadre de la gestion du conflit homme/faune, est-il envisagé la création d'un fonds destiné aux victimes du conflit.

Pour Vincent de Paul MASSASSA, il sera question d'optimiser les recettes pétrolières en réduisant la production pétrolière si possible, en l'augmentant

par des activités qui participent à la recherche et à la mise en évidence de nouveaux gisements. Mais aussi de booster la filière gazière par la construction d'infrastructures structurantes et bien plus. « Il y a également des aspects miniers qui doivent prendre le relais », notamment l'exploitation de certains gisements de fer.

Améliorer le quotidien des Gabonais

Ces conférences orientées vers « l'investissement et la démarche de la performance » ont aussi permis aux ministres de l'Énergie et des Ressources hydrauliques Alain-Claude BILIE-BY-NZE, des Travaux publics Léon Armel BOUNDA BALONZI, de la Communication Edgar Anicet MBOUMBOU MIYAKOU, de l'Habitat Olivier Abel NANG EKOMIYE et des Transports Brice Constant PAILLAT de présenter leurs différents projets d'investissement pour l'année 2022 pour satisfaire les populations dans les domaines sociaux, dont les attentes sont très importantes et nombreuses.

« Avec tous nos collègues autour du ministre du Budget, nous nous

sommes retrouvés dans le cadre du pôle identifié dans le PAT comme le pôle transverse, pour regarder comment ces accélérateurs vont nous aider à atteindre nos objectifs. Chacun a donc pu estimer ses besoins pour 2022, en matière d'eau et d'électricité pour ce qui me concerne, notamment ce qui va être fait pour améliorer l'accès des populations à l'eau et à l'électricité », a indiqué Alain-Claude BILIE-BY-NZE.

Pour sa part, Edgar Anicet MBOUMBOU MIYAKOU a présenté son projet axé sur l'accès universel des populations à la téléphonie mobile à travers des programmes qui seront gérés par une agence affiliée à son départe-

ment ministériel. Quant à Léon Armel BOUNDA BALONZI, il s'est agi de présenter son projet visant à améliorer tous les réseaux routiers du pays, aussi bien les réseaux nationaux que les réseaux urbains et interurbains.

Le ministre des Transports a pour sa part présenté un programme de réhabilitation des infrastructures, notamment les aéroports à l'intérieur du pays ; il a évoqué la situation de la CNNII et celle de la marine marchande avec leurs différents besoins. Enfin, Olivier Abel NANG EKOMIYE a présenté ses besoins qui nécessitent un certain nombre de financements.

Mobiliser les financements pour rendre opérationnels certains projets

Devant le ministre du Budget et des Comptes publics, les ministres de la Promotion des investissements et du Commerce ont présenté dans le cadre des conférences budgétaires, les projets d'investissements de leurs départements. Pour Camen NDAOT, il était question de revenir sur les task-forces notamment le climat des affaires et sur la promotion des investissements. L'objectif étant « de mobiliser les financements pour le suivi des réformes et de leur mise en œuvre en vue d'améliorer notre environnement des affaires ». La ministre en charge de la Promotion des investissements a mis l'accent sur le Guichet

numérique de l'investissement, avec la nécessité de poursuivre son déploiement pour l'atteinte des objectifs de création d'entreprises en 48h.

Pour le ministre du Commerce, Hugues MBADINGA MADIYA, la priorité est la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Il a également souligné la nécessité d'accentuer les efforts d'accompagnement des petites et moyennes entreprises par l'opérationnalisation des projets de la post sous-traitance au niveau de la Chambre de commerce.

Un budget estimé à 2,5 milliards de FCFA pour réhabiliter le stade d'Angondjé

Le ministre des Sports, de la Jeunesse, chargé de la Vie associative, Franck NGUEMA, a présenté ses différents besoins au ministre du Budget et des Comptes publics, Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE, pour l'élaboration du projet de loi de finances de l'exercice 2022. Il est question de la réhabilitation des infrastructures sportives, de jeunesse et de vie associative à travers le pays. Mais surtout la réhabilitation du stade d'Angondjé.

« Nous avons engagé un cabinet d'études pour faire le cahier des charges

de tous les travaux de réfection et de réhabilitation du stade d'Angondjé. C'est un budget estimé à environ 2,5 milliards FCFA », a indiqué Franck NGUEMA tout en affirmant qu'un avis d'appel d'offres sera lancé.

En rappel pour l'année 2021, le budget adopté initialement par l'État était de 2681,5 milliards de FCFA. Il a été par la suite rehaussé de 362,2 milliards de FCFA, passant à 3043,7 milliards de FCFA. ●

DÉCONFINEZ VOTRE MARQUE

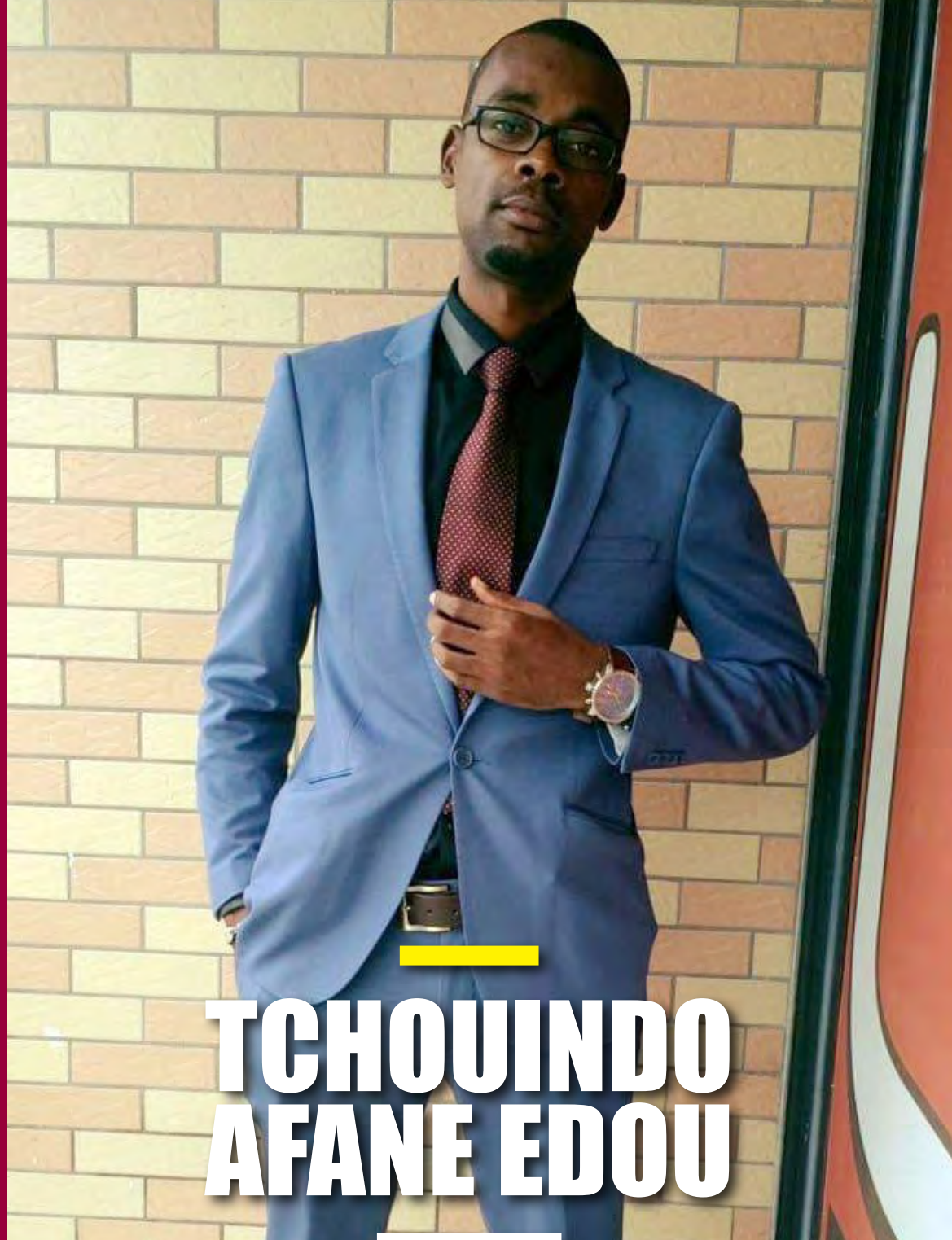


Think different

Studio de Graphisme

+241 - (0)74 - 81 - 92 - 83

Mais ... ENCORE! 



TCHOUINDO AFANE EDOU

***Entrepreneur et militant du
développement durable.***

Une enfance passée au village auprès de sa grand-mère, Tchouindo AFANE EDOU, de condition modeste, a un parcours empreint d'abnégation et de courage. Ayant pour leitmotiv l'envie d'aider sa mère en situation de chômage, à s'occuper de sa fratrie, il a fait des petits boulots durant les années passées au secondaire à Oyem et plus tard à Libreville après l'obtention de son baccalauréat série B. Grâce à sa détermination, il a bouclé deux cursus universitaires au même moment. Aujourd'hui, il est le patron de plusieurs petites entreprises.

ENOROMI MAGAZINE

AFANE EDOU Tchouindo, rappeur, animateur radio et aujourd'hui entrepreneur, présentez-nous votre parcours.

Tchouindo AFANE EDOU

Je suis un enfant du village. J'y ai grandi aux côtés de ma grand-mère. Naturellement, j'y ai fait toute ma scolarité primaire, à l'École Publique d'Abam-Andock. C'est après l'obtention de mon CEP et mon concours d'entrée en sixième que j'ai rejoint ma mère à Oyem. Très tôt, j'avais réalisé que vivre en ville n'était pas une équation facile. Au village, il suffisait d'aller derrière la maison pour trouver quoi manger. En ville, tout avait un prix et on n'avait rien gratuitement. Avec une mère au chômage et avec cinq bouches à nourrir, la solution qui s'est imposée à moi et à mon aîné a été de chercher des petites bricoles. En parallèle avec ma scolarité, je mettais les après-midis et les week-ends à profit pour faire aide-maçon, laveur de voitures ou vendeur de bananes. Tout ceci en m'appuyant sur une expression que ma grand-mère aimait nous répéter : « fame é se mong » (un homme n'est pas un enfant), une exhortation à la débrouillardise.

C'est également la période où je rencontre la culture hip-hop. À l'image de nombreux jeunes, j'ai été happé par cette culture. On est vers la fin des années 1990 et début 2000, je me lance comme rappeur avec le pseudonyme de Boss des Boss. Puis, en 2007, au détour d'une émission qu'animait Passi sur Africa N°1 (France) où il se mettait également en scène, j'ai eu comme un déclic. J'ai commencé à m'intéresser à l'animation. Je m'entraînais et un jour j'ai proposé un projet à Radio 9 (antenne de Radio Gabon dans la province du Woleu-Ntem), mais je ne fus pas retenu. Mais, j'avais continué à travailler.

C'est finalement en 2008, après l'obtention de mon baccalauréat série B et mon arrivée à Libreville que je décroche un poste d'animateur à Ogooué FM avec l'émission Encre 2La Rue. En parallèle, j'ai fait une inscription à la Faculté de Droit et Sciences économiques de l'Université Omar Bongo. J'avais également passé le concours d'entrée à l'Institut National des Sciences de Gestion. Le succès fut au rendez-vous. Je suis diplômé (Master) de ces deux établissements.

Par la suite, appréciant mon dynamisme, Didier Dafreshman m'a demandé de lui faire une proposition d'émission, ce qui m'a permis d'intégrer par la suite Urban FM.

ENOROMI MAGAZINE

À quel moment l'idée de te lancer dans l'entrepreneuriat t'est venue ?

Tchouindo AFANE EDOU

Tout part de 2009. Après le lancement de l'Encre 2La Rue, mon entrée dans le milieu du show-business local m'a permis de réfléchir sur le moyen de gagner de l'argent avec ce que j'avais comme atout. Il faut dire que je

me suis toujours investi pour pouvoir aider ma mère sans oublier que je devais également assumer mon quotidien. Étant à l'université, je ne pouvais plus faire des corvées, j'ai mis mon intelligence à contribution. L'outil internet sera un maître pour me permettre de voir comment faire entrer de l'argent à travers mon émission. Ce ne fut pas facile. J'ai lu tout ce qui était nécessaire pour comprendre comment ailleurs les animateurs s'y prenaient pour avoir des revenus. Sans être dupe, je savais aussi que la transposition au Gabon serait presque impossible, mais j'étais motivé.

Un jour, j'ai eu un clash avec Jules KANDEM sur la perte de vitesse du Festival Gabao. Alors qu'il accusait l'environnement, pour moi, il était l'unique responsable de la situation. Ce « clash » a fini par le convaincre de me confier la gestion de la communication de l'édition 2013 du festival. Ce festival fut un franc succès. J'ai à l'occasion commencé à m'affirmer un peu plus dans le milieu. Je réalise finalement qu'il y a des opportunités à saisir. La fibre entrepreneuriale prend racine à ce moment.

Cependant, c'est pendant mon stage pour l'obtention de ma licence Banque Finance à l'INSG à Tromatix que j'avais approfondi mes connaissances sur la communication. En effet, en travaillant avec Gina NZENGUE sur le thème de : La mise en place d'un service financier dans une petite et moyenne entreprise: cas de Tromatix, que je me suis simplement rendu compte que ce que je faisais déjà dans le hip-hop en termes de stratégie de communication, de plan média et campagne médiatique... c'était exactement ce que les grandes agences telles que AG Partners, Ocean Ogilvy, Havas Media Groupe et bien d'autres faisaient. J'ai ainsi commencé à faire des recherches pour comprendre comment les agences fonctionnent exactement. Après avoir bien compris et fini mon stage, j'ai soutenu ma licence, je suis passé en master Finance à l'INSG et en même temps j'étais en Master Sciences économiques à l'UOB.

Début d'année 2015, je me sentais prêt à créer ma propre entreprise, que j'ai appelée AETCOM, qui vient de la communication faite au modèle simplement d'AFANE EDOU Tchouindo. Au départ j'étais exclusivement dans le domaine artistique, ce qui limitait mes ambitions, car je n'en gagnais pas grand-chose qui puisse me permettre de construire une maison (Rire). Donc, j'ai décidé d'élargir quelques mois plus tard ma boîte en intégrant la communication des entreprises (cela m'a été fortement déconseillé, car on se disait qu'aucune entreprise ne pouvait me faire confiance au détriment de ces grands groupes installés au Gabon), mais j'ai osé et j'ai ma part du marché de la communication aujourd'hui. Je travaille avec de grands groupes et il y a même ces grandes agences qui font recours à nos services pour les campagnes de leurs clients.

ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont les offres de AETCOM ?

Tchouindo AFANE EDOU

Nous produisons tout type de spots publicitaires audiovisuels, la création des supports visuels, nous gérons le lancement de tout type de campagnes digitales. Nous avons un réseau de partenaires radios et télévisions nationales et internationales. Nous offrons des stratégies de communication efficaces et faites à la mesure du client selon sa cible et ses objectifs. Nous avons un service pige, qui nous permet de faire un suivi réel de toutes nos campagnes, un service community management qui assure la veille digitale et une communication digitale efficace et contextualisée...

Je voudrais également ajouter qu'en 2016, après le lancement OKLM Radio (radio française appartenant au rappeur Booba), Dafreshman m'avait suggéré de créer ma propre radio. Aussitôt, j'ai eu une grande motivation et j'ai trouvé des moyens pour créer AKUM Radio, une webradio 100% musique africaine. Pour plus d'efficacité, j'ai créé un réseau d'animateurs africains (Bénin, Cameroun, Congo, Gabon...), qui travaillent avec moi aujourd'hui sur plusieurs projets panafricains. Aujourd'hui, vous pouvez écouter la radio sur la fréquence 88.3 FM et sur le site www.akumradio.fm. Seulement, nous travaillons encore pour son développement.

ENOROMI MAGAZINE

Depuis quelque temps, vous êtes très impliqué dans la protection de l'environnement. D'où tenez-vous cette fibre environnementaliste ?

Tchouindo AFANE EDOU

Après mon passage en Master 2 à UOB, je me suis spécialisé sur le développement durable. En travaillant sur mon mémoire dont le thème était : La Gestion des forêts et les pratiques agricoles à grande échelle au Gabon: cas du programme Graine, j'ai voyagé à l'intérieur du pays pour comprendre un certain nombre de choses, j'ai travaillé avec Brainforest et l'ONG américaine Mighty Earth, qui avaient porté plainte à Olam sur la déforestation au niveau du bassin du Congo et en particulier au Gabon, j'ai donc suivi l'affaire dans les moindres détails. Des interviews avec OLAM et Mighty Earth, j'ai reçu une abondante documentation laquelle m'a servi pour aborder sereinement mon travail. Dans la foulée je suis vraiment tombé amoureux de l'environnement, de la nouvelle forme de l'économie et du développement durable en terme général.

C'est ainsi qu'après avoir soutenu mon master, j'ai décidé de ne pas tuer cette fibre environnementale et de développement durable qui avait germé en moi. Il m'est venu l'idée de créer une ONG. En prenant l'exemple de l'ONG Brainforest de Marc ONA ESSANGUI, j'ai fondé le RGEDD en tant qu'entreprise sociale, au même titre que les ONG internationales.



ENOROMI MAGAZINE

Qu'est-ce donc « le RGEDD » et quelles sont ses missions ?

Tchouindo AFANE EDOU

RGEDD, c'est le Réseau gabonais pour l'environnement et le développement durable. Il a pour missions de :

- Proposer des solutions pour atteindre certains objectifs de développement durable à l'horizon 2030,
- D'organiser des conférences, des forums et des salons de l'environnement et du développement durable,
- De faire la propagande de tous les éléments valorisant l'environnement et le développement durable,
- De sensibiliser, éduquer, informer la population et intervenir concrètement par des actions publiques et des réalisations concrètes, sur le terrain.
- Promouvoir le concept de développement durable, promouvoir une approche environnementale « holistique » : Restauration, Conservation (milieu naturel, ressources, diversité).

Depuis 2018, nous avons à notre actif de nombreux projets dont les opérations de plages propres avec notre partenaire la SOBRAGA, sous la forme d'une compétition. Des groupes de bénévoles s'affrontent en collectant le plus d'ordures. Les vainqueurs sont ceux qui ramassent le maximum de déchets. À ce jour, nous enregistrons plus de 4000 bénévoles dans notre réseau, qui participent régulièrement à nos opérations. Plus de 7000 personnes ont été touchées, plus de 50 tonnes de déchets collectés sur l'ensemble des plages du Grand Libreville.

Nous avons également lancé des conférences d'échange avec les entreprises et start-up appelées CAFE-VERT sur la RSE au Gabon. Pour une vision inclusive, nous venons d'étendre ces conférences, en intégrant la formation des jeunes dans les métiers verts notamment dans la précollecte qui a déjà un très bon départ sur le plan local.

Nous avons aussi initié des villages de l'environnement pour l'éducation à l'environnement et au développement durable des enfants à travers des jeux ludiques et découvertes. Un projet qui s'adresse en particulier aux établissements scolaires. Tout comme le projet Mon Eco-école qui nous permet de créer progressivement des Clubs Verts dans des établissements secondaires. Les élèves bénéficient d'une formation et d'un encadrement pour développer des projets écologiques dans leurs établissements. Nous sommes en train de préparer le concours des établissements les plus écologiques qui bénéficieront de nombreux lots en fin d'année scolaire 2022.

Nous produisons des capsules de sensibilisation diffusées sur les réseaux avec et jeu concours et dans le même élan nous avons lancé en partenariat avec la radio Urban Fm, une émission axée sur les questions environnementales et de développement durable appelée JEU-DI-VERT, diffusée tous les jeudis matin et sur les réseaux sociaux.

Mieux, nous venons de mettre en place un journal écologique qui sera disponible en janvier 2022, téléchargeable sur notre site web www.ongrgedd.com et en distribution sur tous les réseaux sociaux pour un début. Il sera suivi d'une émission télé appelée le POINT VERT.

Actuellement, nous préparons la première édition du FNEDD : Le Forum national de l'environnement et le développement durable, qui sera notre premier.

ENOROMI MAGAZINE

Comment jugez-vous les politiques axées sur la préservation de la nature au Gabon ?

Tchouindo AFANE EDOU

Nous sommes conscients que l'État ne peut pas tout faire. Dans d'autres pays, les ONG constituent des instruments de l'État pour l'atteinte des objectifs de développement durable. C'est donc dans cette logique que le RGEDD s'inscrit, nous travaillons en montrant à l'État ce dont nous sommes capables et nous sommes certains qu'avec son appui par rapport à nos actions, qui sont d'utilité publique, nous ferons encore de grandes choses et contribuerons à l'atteinte des objectifs de développement durable au Gabon.

ENOROMI MAGAZINE

Comment vous considérez-vous dans le combat pour l'écologie ?

Tchouindo AFANE EDOU

Je me considère plutôt comme un entrepreneur social. Je travaille sur les questions de développement durable notamment sur : comment allier activité économique et préservation de l'environnement ? En d'autres termes, comment permettre à ce que l'homme se développe à travers son activité sur l'environnement sans le détruire pour permettre aux autres de faire de même ? C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'ensemble de nos activités s'inspirent et reposent principalement sur les objectifs de développement durable (ODD), qui place l'homme au centre sinon au cœur des politiques de développement.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes également manager d'artistes, dont Créol la Diva. Est-ce un métier facile à exercer au Gabon ?

Tchouindo AFANE EDOU

Selon moi, le management artistique est pareil partout. Quand on a un artiste qui pense « Développement durable », c'est-à-dire comment gagner de l'argent à travers mon activité et garantir mon avenir, celui de mes enfants, mes petits-enfants, l'exercice est peu besogneux. Car il y a très souvent une convergence de vue. Ainsi, on fait tout pour trouver tous les moyens qui pourraient concourir à l'atteinte de vos objectifs.

Cependant, cette réussite passe nécessairement par ce que j'appelle : Le SPT (le sérieux, le professionnalisme et le travail) et ses éléments s'acquièrent par l'écoute, la compréhension et la soif de réussir. Voilà en gros ce sur quoi je travaille par exemple avec mon artiste Créol La Fantastik Diva. ●

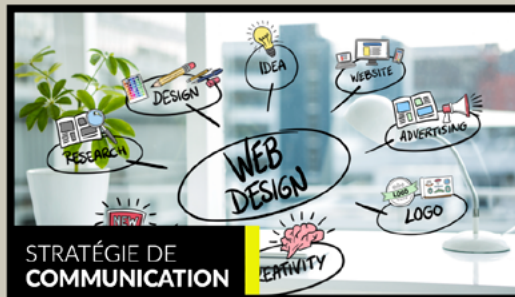
Propos recueillis par
HAILÉE MD

SERVICES PRESTIGES INTERNATIONAL



Relations publiques - Communication - Marketing

+241 62 26 26 00



STRATÉGIE DE
COMMUNICATION



GRAPHIC
DESIGN



ÉDITION



SPOT
PUBLICITAIRE



RELATIONS
MEDIA/PRESSE

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Mise en oeuvre
Elaboration des axes de communication
Choix des canaux de planification des actions de communication

ÉDITION

Journaux d entreprises
Magazines
Rapports annuels

SPOT PUBLICITAIRE

Spot TV et Radio
Spot d'Affiche
Video

GRAPHIC DESIGN

Charte graphique
Identité visuelle
Marketing et Publicité

RELATIONS MEDIA/PRESSE

Plan media
Dossier de conference de presse
Communication digitale



► DÉVELOPPEMENT PERSONNEL RÉUSSIR SON RETOUR DE VACANCES

On y est ! Le moment est venu de reprendre le chemin du bureau après des congés bien mérités. L'heure de laisser derrière vous les couchers tardifs et de réactiver le réveil du matin. La reprise n'est jamais facile et peut parfois être source de stress. Il est donc nécessaire de prendre les dispositions nécessaires pour ne pas reprendre le travail d'un mauvais pied.

Pour un retour de vacances dans les règles de l'art, il faut avant tout anticiper. Quelques jours avant la reprise, reprenez un rythme de sommeil régulier et laissez derrière vous les longues siestes et les apéros qui s'étirent dans la nuit. Et qui dit anticipation, dit la fameuse «to-do list» avant votre départ pour les congés. Elle vous permet de hiérarchiser les tâches et surtout de ne pas se laisser submerger à votre retour. Si votre «to-do list» n'a pas été faite, je vous conseille d'en faire une dès votre arrivée. Mais dans tous les cas, soyez le maître de l'anticipation.

GÉREZ VOTRE BOÎTE MAILS

Votre boîte mails déborde ? Pas de panique ! Commencez par enlever votre message automatique d'absence pour prévenir vos contacts de votre retour puis lancez-vous dans un premier tri. Un moment jamais agréable, mais qui permet de vous informer et de prioriser les missions à venir. Supprimez directement les publicités, les spams, tout ce qui ne va pas vous être utile. Archivez certains mails comme les newsletters ou les courriers administratifs à lire plus tard. Classez ensuite les mails par ordre d'importance, en fonction de leur objet, à traiter dans la journée, dans la semaine, à la fin du mois... créez les catégories en fonction de vos besoins.

RETROUVEZ VOS COLLÈGUES ET ÉCHANGEZ

Le retour au bureau, ce sont aussi les retrouvailles avec les collègues. Vous pouvez compter sur les collaborateurs présents pendant votre absence pour vous briefer sur l'activité de l'entreprise (nouveau dossier, nouveau client, communication interne...). Faites également un point avec le collègue qui a assuré le suivi de vos dossiers. N'hésitez pas à prendre un temps pour échanger sur vos vacances respectives autour d'un café ou d'un déjeuner en extérieur. Cela va vous paraître moins lourd que de faire le point de manière formelle au bureau.

FIXEZ-VOUS DES OBJECTIFS RÉALISABLES

Prévoyez une reprise en douceur et fixez 2 ou 3 tâches prioritaires. Inutile de prendre le risque d'être sous l'eau dès le début. Évitez si possible de prévoir des réunions les premiers jours qui suivent votre retour et organisez-les plutôt à la fin de la semaine le temps de reprendre vos marques, surtout si vous êtes parti plusieurs semaines. Une reprise progressive qui vous permet de gérer la charge de travail, mais aussi de vous sentir productif.

Faites des pauses et partez tôt ! (Si possible) Pour tenir la cadence jusqu'aux prochaines vacances, surtout si vous faites partie des juilletistes, il faut vous ménager. Évitez si possible de faire des heures supplémentaires dès votre retour. Si elles sont nécessaires, l'idéal est de les répartir sur la première semaine. Autre conseil : pour rester productif et éviter que le jour de la reprise paraisse interminable, n'hésitez pas à faire des pauses régulières : écoutez de la musique, faites quelques pas à l'extérieur ou échangez avec vos collègues autour d'un petit café.

PRENEZ SOIN DE VOUS

Pendant les vacances on adopte souvent de nouvelles et bonnes habitudes. Pratique d'une activité physique, bon petit déjeuner en famille ou lecture par exemple. Pour prolonger le bien-être ressenti pendant les vacances, essayez de conserver ces routines pour atterrir en douceur. Attention quand même à ne pas abuser de l'apéro. ●

Christian BOUA

enoromi magazine



www.enoromi.com

Suivez nous sur les réseaux sociaux
@Enoromi Magazine



SPORT

CAN 2021

Les belles ambitions du Gabon

Le Gabon est logé dans le groupe C de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football, en compagnie du Ghana, du Maroc et des Comores. Une poule très relevée, d'où veut absolument s'extirper la sélection entraînée par Patrice NEVEU. Un défi que l'équipe gabonaise entend relever, même si ce ne sera pas chose aisée, lors de la compétition prévue du 9 janvier au 6 février 2022 au Cameroun.

Au terme d'une campagne éprouvante, le Gabon a décroché son ticket pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2021 au Cameroun. Face à des adversaires largement à sa portée, l'équipe entraînée par Patrice NEVEU a terminé deuxième de son groupe, derrière la surprenante Gambie. À l'issue du tirage au sort de la compétition prévue du 9 janvier au 6 février 2022 au pays des Lions Indomptables, les Panthères se sont retrouvées dans ce que beaucoup ont qualifié de «groupe de la mort», en compagnie du Ghana, du Maroc et des Comores. Un groupe dont le Gabon doit absolument s'extirper. Le ministre des Sports s'est, en tout cas, montré serein : « Nous passerons. Nous irons en 8e de finale, j'en suis convaincu. Parce que les Panthères du Gabon aujourd'hui sont affûtées. »

Notre poule est jouable!

« Je peux vous assurer qu'elles sont déterminées. Le sélectionneur national a fait une tournée en juillet et août derniers pour les rencontrer dans leurs différents clubs et nous a ramené des renforts, aussi bien en défense qu'en attaque. Nous n'irons pas à la CAN pour faire de la figuration », a déclaré Franck NGUEMA, qui s'exprimait face à la presse, quelques semaines avant le prolongement du contrat de Patrice NEVEU à la tête de la sélection nationale de football du Gabon, le 27 août à Libreville. Un discours plein d'optimisme, à l'instar de celui du président de la Fédération gabonaise de football (Fegafoot).

« Certaines équipes, à l'instar du Ghana et Maroc, sont craintes simplement à cause de leur nom. Mais très sincèrement, notre poule est jouable. Nous avons une carte à jouer, comme toutes les autres équipes d'ailleurs », a estimé Pierre Alain MOUNGUENGUI. Pour certains observateurs, le Ghana, grand favori, devrait finir leader à l'issue de la phase de poules. La seconde place qualificative devrait se disputer

entre le Maroc et le Gabon. Mais ça reste du football et tout peut arriver. Pour Pierre Alain MOUNGUENGUI, le Gabon devrait s'extirper de la phase de poules. « Nous nous sommes engagés dans cette compétition, c'est pour aller le plus loin possible. Nous avons toutes nos chances de sortir de la phase de groupe », a-t-il affirmé.

Pour atteindre cet objectif, le sélectionneur doit abattre un sacré travail sur son groupe cependant. En effet, les qualifications pour la CAN 2021 ont mis en évidence plusieurs lacunes de l'équipe du technicien français. « Aucun réalisme, aucune organisation du jeu pour mieux exploiter le potentiel d'AUBAMEYANG. Le jeu en attaque n'est pas bien organisé. Il faut davantage définir avec précision ce que les joueurs doivent faire avec le ballon en surface de réparation. Il faut faire assez d'exercices sur les situations de gestion de corners ou possession du ballon dans la surface de l'adversaire pour arriver à plus de réalisme et performance en attaque », avait froidement analysé un journaliste sportif.

AUBAMEYANG veut remporter la CAN.



Des lacunes que le sélectionneur entend corriger, à cinq mois du début de la compétition. « J'ai ma stratégie pour préparer mon équipe. Une équipe pour faire des résultats dans une compétition doit être solide défensivement ça c'est sûr. Mais il faut être aussi en possession du ballon capable d'enchaîner. Le deuxième paramètre c'est mettre en place une deuxième organisation du jeu pour profiter des qualités de mes joueurs et faire déjouer les adversaires par rapport à notre système de jeu. Je vais le faire pendant les matches amicaux. Les matches au niveau de la CAN, ce qui est important c'est l'état d'esprit dans lequel on va aborder chaque match. Mais la phase de préparation n'est qu'une phase de préparation. Encore une fois on comprend les supporters voilà pourquoi on doit réagir et faire plus parce qu'on a le potentiel pour », a déclaré Patrice NEVEU.

La compétition sera organisée sur le nouveau format adopté en 2019 avec 24 équipes et 16 qualifiées en huitième de finales et pas directement les quarts de finale comme précédemment. Il y a donc six poules de quatre équipes. Seront qualifiés pour les 8es de finale, les deux premiers de chaque poule et les quatre meilleurs 3es des six poules. En gros, 4 points permettraient à Pierre-Emerick AUBAMEYANG et ses coéquipiers d'accéder au tour suivant. Le capitaine du Gabon n'a d'ailleurs pas caché son ambition de... remporter la CAN.

« Il y a une revanche à prendre face au Cameroun, qui est venu gagner la CAN 2017 chez nous. À nous de nous donner les moyens pour aller la prendre chez eux. Sans prétention aucune, lorsqu'on joue une compétition, on veut la gagner. Et là, l'objectif sera simplement de le faire », avait déclaré l'attaquant d'Arsenal (D1 anglaise) après la qualification. Les adversaires du Gabon sont prévenus. ●

Stevie MOUNOMBOU

► CULTURE

61 ANS APRÈS

LE MARIAGE COUTUMIER LÉGITIMÉ AU GABON.

La saison estivale qui s'achève aura le mérite d'avoir été un moment particulier pour de nombreux couples. Il faut dire que la grande saison sèche de 2021 n'a pas dérogé à la règle de la célébration des mariages, malgré la situation de crise sanitaire. Au regard de l'engouement constaté, il nous a paru utile de mettre en lumière le mariage coutumier, qui tend à s'uniformiser depuis quelques années au-delà de la diversité culturelle du Gabon.

Institution sacrée et considérée comme l'une des dynamiques sociales favorisant la consolidation des liens sociaux, notamment entre les familles, le mariage au Gabon est tributaire de l'héritage ancestral, mais aussi du fait colonial. En effet, comme dans une majorité de pays africains, les relations matrimoniales obéissent à deux ordres : le droit coutumier et le droit civil. En l'absence de statistiques, mais de l'avis des spécialistes, « au Gabon comme dans de nombreux pays africains, le mariage coutumier a davantage de force que

le mariage civil [...] parce qu'il implique deux familles (jamais deux personnes), et quatre clans.

Il s'agit ici de traiter d'une pratique culturelle qui a su survivre contre la colonisation, l'évangélisation, le droit civil sans oublier ses détracteurs. Surtout, à un moment où le mariage coutumier avec son corollaire la dot ont été au centre de l'attention du parlement gabonais durant la deuxième session parlementaire de l'année 2020. Il faut savoir qu'après plusieurs tentatives de légalisation, le mariage coutumier était jusqu'ici encadré par la loi n°20/63 du 31 mai 1963 portant interdiction de la dot. Ainsi, pour mettre fin à la cacophonie et se conformer au désir de la société de préserver cette pratique culturelle, le législateur a adopté, le 21 décembre 2020, la proposition de loi portant reconnaissance légale et fixant le régime juridique du mariage coutumier en République gabonaise.

Valorisation du mariage coutumier sous le prisme de la protection de la femme.

La question de la protection des droits des femmes anime la vie publique gabonaise, sous la conduite de la Fondation Sylvia Bongo, depuis l'arrivée à la tête de l'exécutif par le Président Ali Bongo Ondimba. Un sujet central en particulier sert de levier pour transformer la nomenclature législative en faveur de l'approche genre, les violences faites aux femmes.

Dans certaines communautés culturelles du Gabon, la tradition comporte des aspects qui souvent causent du tort à la femme. C'est le cas de la spoliation des veuves. Des différents toilettages du Code civil, la succession par le droit (mariage) coutumier n'a presque jamais été débattue. Or, comme nous l'indiquons plus haut, il s'agit de la forme

d'union matrimoniale la plus pratiquée à travers le pays sans exclusive.

La proposition de loi, portée par le sénateur Ernest Ndassiguikoula, portant reconnaissance légale du mariage coutumier en République gabonaise s'entend comme le meilleur moyen pour le Parlement gabonais de renforcer un peu plus le droit positif. Dans le même temps, il offre un cadre juridique viable pour l'épouse et les enfants.

Ce qui va changer...

L'adoption du mariage coutumier est une victoire de tous ceux qui ont toujours milité pour sa reconnaissance par le dispositif juridique de notre pays. Il n'y a aucune contestation pour affirmer qu'il s'agit d'une avancée significative pour la société gabonaise, au regard de l'importance qu'il confère à ce type de mariage sans omettre sa valeur culturelle et sa dimension civilisationnelle.

Désormais, le mariage coutumier et le mariage civil offriront les mêmes avantages à leurs bénéficiaires. Bien plus, la disposition du « conjoint survivant » ouvre un large spectre de bénéfices pour le couple et leurs descendants.

Aussi, la légitimation du mariage coutumier abroge la loi n° 20/63 du 31 mai 1963, touchant ainsi au symbole de la dot. À la place d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an et d'une amende de 36.000 à 360.000FCFA (quoiqu'il n'existe aucun antécédent sur l'application de ces mesures), la somme à verser en numéraire au titre de la dot a été plafonnée à un million cinq cent mille francs CFA (1.5000.000FCFA) par les parlementaires. Néanmoins, il reste la possibilité d'une entente par les parties. La dot étant, en fonction du montant, pour les familles la marque de l'estime que l'homme porte à son épouse. ●

Gloire NZ





► DÉCOUVERTE

Un kiosque, une famille : le projet de SOTRADER en faveur des GEF.

La Société gabonaise de transformation agricole et de développement rural (Sotrader) a lancé en juin 2021 le projet baptisé « Un kiosque, Une famille ». Celui-ci vise à accompagner les Gabonais économiquement faibles (GEF) dans la production et la distribution des produits agricoles sur le territoire national.

« Le projet « Un kiosque, Une famille » est un projet mis en place par la Sotrader, qui vise à aider les familles gabonaises en leur permettant d'être autonomes financièrement. Pour cela, une vingtaine de familles auront le privilège de bénéficier de kiosques qu'ils pourront disposer à des endroits qu'elles auront elles-mêmes définis au préalable », explique Carelle NKENE ONDO.

Selon le superviseur des marchés GRAINE à la Sotrader, le processus de sélection se fera en deux étapes. La première consistera à déposer son dossier à l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI-Gabon), partenaire de l'initiative, qui sélectionnera automatiquement 50 familles gabonaises. La deuxième phase sera celle de l'enquête sur le terrain pour vérifier la fiabilité des informations renseignées par ces familles.

« Nous éliminerons progressivement 25 familles, et les 25 autres familles qui seront retenues auront l'opportunité d'obtenir un kiosque qui sera approvisionné par des produits locaux que la Sotrader financera et ainsi la famille pourra bénéficier et commercialiser des produits issus du territoire national », a-t-elle expliqué.

Dans le cadre de la matérialisation de ce projet, le 30 juillet 2021, a eu lieu au siège de l'ANPI-Gabon à Libreville une cérémonie de remise des attestations aux bénéficiaires dudit programme. Une cérémonie organisée à l'issue d'une formation de cinq jours axée sur la gestion des kiosques alimentaires. Finalement, ce sont au total 30 représentants de

familles qui ont été retenus. Leur formation a été sanctionnée par une attestation qui leur a été remise des mains des Directeurs de l'ANPI-Gabon.

Soutenir les familles impactées par la Covid-19

Le projet « Un kiosque, Une famille » mis en place par la Sotrader est un mécanisme de soutien aux Gabonais économiquement faibles encore appelés « GEF », qui ont été durement frappés par la pandémie de coronavirus et son corolaire. Pour le Directeur général de la Sotrader, Ahmed BONGO ONDIMBA, ce projet géré sous forme de franchise est entièrement orienté vers des familles gabonaises ayant subi l'impact des mesures restrictives prises dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de riposte contre la Covid-19.

Au Gabon, les mesures de restriction édictées par le gouvernement pour lutter contre la pandémie de coronavirus ont en effet occasionné plusieurs pertes d'emplois. Si on estime à plus de 12 000 emplois perdus dans les entreprises formelles sur l'année 2020, ce chiffre devrait être multiplié par 2 ou 3 pour les nombreux travailleurs exerçant dans l'économie informelle, à l'instar de ceux travaillant dans les snacks, les bars et boîtes de nuit, etc.

Des pertes qui ont davantage grossi les chiffres du chômage dans le pays. C'est pourquoi, exhorte-t-on à la Sotrader, les candidats audit projet doivent être ambitieux, animés par le goût du challenge et porter un projet viable. Aussi, faut-il être d'origine gabonaise et être immatriculé à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie (CNAMGS) pour devenir propriétaire d'un kiosque GRAINE.



Promouvoir le « made in Gabon »

Cet équipement marchand devrait faire partie de la série de marchés déployés à travers le pays par la Sotrader, dans l'optique de promouvoir le made in Gabon et d'offrir des produits frais à la consommation des populations, à l'exemple des Marchés GRAINE répartie à travers le pays.

« Voici un nouvel espace commercial qui vous offrira la possibilité de vous approvisionner en produits agricoles locaux frais et à des prix raisonnables d'une part et d'autre part de vous épargner les soucis de vente de votre production et de vous encourager à l'intensification de vos activités avec l'appui de la Sotrader », avait déclaré Calixte MBENG, Coordinateur général du programme GRAINE, lors de l'inauguration du Marché GRAINE de la commune de Franceville.

Sur les neuf que compte le pays, les Marchés GRAINE sont déjà présents dans sept provinces, et le projet « Un kiosque, Une famille » permettra à la Sotrader d'augmenter sa capacité de distribution des produits Graine sur le territoire national. Ces espaces de commercialisation ouvrent des perspectives de développement agricole, de créations d'emploi et de valeur ajoutée dans le pays.

Depuis 2019, la Sotrader se dote de ses propres marchés agricoles, destinés à la commercialisation des produits locaux issus du programme GRAINE. Cette initiative a pour but d'encourager les coopératives et les agriculteurs indépendants à produire plus afin d'inciter les Gabonais au retour à la terre et réduire de 50% les importations alimentaires qui coûtent actuellement près de 550 milliards de FCFA par an au pays.



Une vision du Plan d'accélération de la transformation

Cette initiative va en droite ligne avec le Plan d'accélération de la transformation (PAT) de l'économie gabonaise, lancé en janvier 2021 par la Première ministre, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA. Le Gabon a en effet décidé de réduire de 50% les importations des produits alimentaires à l'horizon 2025. Conformément aux objectifs du PAT, le ministère de l'Agriculture travaille à augmenter la production locale, et ces kiosques serviront de point de vente sur le territoire.

« Dans le cadre du déploiement de cette stratégie, il s'agira de produire 279 000 tonnes supplémentaires de manioc, 267 000 tonnes supplémentaires de bananes (...), d'accroître les surfaces cultivées de 100 000 ha et de former 700 jeunes gabonais dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme », a expliqué, le 19 mai 2021 au cours d'une réunion, le ministre de l'Agriculture, Biendi MAGANGA-MOUSSAVOU.

Aussi, pour soutenir la production agricole locale, les autorités ont-elles adopté, le 10 juin 2021, en Conseil des ministres, un projet de loi portant orientation agricole en République gabonaise. À travers ce projet de loi, le gouvernement veut imposer aux grandes surfaces et autres entreprises de l'agroalimentaire de s'approvisionner prioritairement auprès des producteurs agricoles locaux.

Selon le gouvernement, le texte énonce, en outre, les bases permettant l'encouragement à la formation, à la transformation locale et à l'incitation des opérateurs économiques à s'investir véritablement dans la fabrication et le montage local des équipements agricoles. À travers l'initiative « Un kiosque, Une famille », Sotrader souhaite assurer aux producteurs locaux la commercialisation de leur production et des revenus décents, tout en garantissant aux consommateurs l'accès à des produits de qualité et à moindre coût. ●

ZOOM SUR ...



Les Microbrasseries OKEV (MBO), fondées en 2007 en Afrique du Sud, sont une compagnie de fabrication et de distribution de bières artisanales, dont la Société à responsabilité limitée (SARL), basée à Port-Gentil, a officiellement été créée en 2017 par le Dr Antoine MFA MEZUI. Les MBO produisent des bières à base de produits agricoles locaux, et leur gamme tend à se diversifier ces dernières années avec la Timba Beer™ (première bière d'Afrique centrale à base de tubercules de manioc doux du Gabon), la J27 Weissbier™ (première bière blanche du Gabon à base d'esters fruités de banane plantain du Gabon) et l'Okev Beer™ (première bière brune de style « porter » avec une note de café robusta du Gabon).

ENOROMI MAGAZINE

Une douzaine d'années après la fondation des Microbrasseries OKEV en Afrique du Sud et quatre ans après le lancement des activités au Gabon, vos produits commencent à se faire une place sur le marché des bières locales. S'il vous était donné de faire une comparaison entre les deux pays, quel est, selon vous, celui dans lequel on compte le plus grand nombre de consommateurs de votre élixir ?

Dr Arnaud BENGONO

« Élixir ! » J'adore cette image pour exprimer le goût que procurent nos bières (rires). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons inventé avec les amateurs-consommateurs de notre « élixir » le verbe intransitif « Timber » qui veut dire se rafraîchir avec une Timba Beer™.

Avec le lancement en 2018 de la commercialisation de nos bières artisanales après une série de dégustations organisées à Libreville et à Port-Gentil, les Microbrasserie OKEV ont créé une nouvelle offre, une nouvelle façon de consommer la bière, une opportunité de valoriser les produits du terroir. Et au regard des résultats de ces campagnes, il nous est clairement apparu que c'est au Gabon que nos produits sont les plus consommés.

ENOROMI MAGAZINE

Et comment expliquez-vous qu'à ce jour la Timba Beer et la J-27, vos produits, ne soient pas encore commercialisées au même titre que la célèbre bière nationale, « Regab » ?

Dr Arnaud BENGONO

La Timba Beer et la J27 sont des

bières gabonaises commercialisées depuis 2008 en pression. La célèbre bière nationale dont vous faites allusion est quant à elle commercialisée depuis 1966. On a encore du chemin à faire.

Toutefois, les MBO ont lancé officiellement le 1er aout 2020 la commercialisation en bouteille de 50cl, non consignée de la bière Timba Beer™ et la J27. Elles sont disponibles pour le moment dans quelques supermarchés, bars, et sur commandes privées à Port-Gentil et Libreville. La disponibilité des bouteilles des bières se fera progressivement dans toute l'étendue du territoire national.

ENOROMI MAGAZINE

Avec la pandémie de coronavirus, les endroits de loisirs ont été fermés. Sachant que l'une de vos bières était vendue dans des boîtes de nuit et restaurant, avez-vous adapté votre stratégie de commercialisation à la situation ?

Dr Arnaud BENGONO

Nous avons maintenu le cap grâce aux commandes privées. À chaque situation, il faut s'adapter. La réouverture des restaurants et bars rendue possible grâce à l'allègement des mesures de restriction édictées par le gouvernement pour faire face à la crise sanitaire, nous a permis de rebondir.

ENOROMI MAGAZINE

En dehors de ceux de Port-Gentil, avez-vous pour l'ambition de faire découvrir aux habitants de l'intérieur du pays vos bières ou préférez-vous vous concentrer sur les marchés offerts par la capitale administrative et la capitale économique du Gabon comme c'est le cas de plusieurs entrepreneurs nationaux ?

Dr Arnaud BENGONO

Bien sûr ! C'est un projet qui nous tient à cœur. Pour preuve, notre siège social se trouve en province, dans l'Ogooué-Maritime. Nous devrions pouvoir couvrir plusieurs autres villes de l'intérieur du pays dans un avenir proche.

ENOROMI MAGAZINE

Quels sont les meilleurs souvenirs que vous gardez de votre histoire avec le lancement des Microbrasseries OKEV ?

Dr Arnaud BENGONO

Les campagnes de dégustations publiques au plus près des populations qui n'ont pas manqué de nous adresser leurs encouragements.

ENOROMI MAGAZINE

Quels sont les projets que vous avez pour votre brasserie dans les cinq prochaines années ?

Dr Arnaud BENGONO

La fabrication des bières à base de produits agricoles locaux est tout d'abord une opportunité de développement agricole locale. Notre objectif à terme est de faire fabriquer nos produits industriellement sous licence internationale.

La brasserie, c'est avant tout de l'agriculture. La Timba beer™, par exemple, révolutionne la valeur commerciale et culturelle du tubercule de manioc, apportant un nouveau visage à notre agriculture. Le manioc est l'une des cultures vivrières les plus pratiquées au Gabon. Le nombre d'agriculteurs devrait accroître avec de bien meilleurs revenus, dynamisant et diversifiant l'économie locale et même sous régionale.

ENOROMI MAGAZINE

Quel conseil donneriez-vous aux entrepreneurs en devenir, qui n'osent pas sortir de leur zone de confort ?

Dr Arnaud BENGONO

Je les inviterais à en sortir pour affronter d'autres réalités sur le terrain de l'entrepreneuriat, sans trop d'appréhension et sans rien risquer non plus. ●

Propos recueillis par
Aude SHARYS





► INTERNATIONAL

LE REVENU UNIVERSEL

Révolution sociale ou utopie économique ?

La situation économique difficile des pays suite à la pandémie sanitaire de la Covid19 aura ranimé les questions liées à la redistribution inéquitable des fruits de la croissance économique qui aggravent les inégalités sociales. Parmi les pistes de solution les plus répandues figure le revenu universel. De quoi est-il question ? Comment la mettre en œuvre ? Est-elle la meilleure solution pour lutter efficacement contre la pauvreté ? Exploration d'un phénomène qui suscite énormément de questions.

La recherche de sociétés plus justes et égalitaires

Depuis la révolution industrielle du XVIII^e siècle et les transformations économiques et sociales qu'elle a engendrées à travers le monde, la question de la répartition juste et équitable des richesses entre tous les citoyens reste encore un point central dans nos sociétés contemporaines. Plus de trois siècles plus tard et malgré les succès sur les plans scientifiques et technologiques qui auront permis de considérables avancées sur le plan de la santé, des transports, des télécommunications et bien d'autres domaines, la pauvreté et la précarité demeurent des réalités, quels que soient les pays. Ses effets dévastateurs ont parfois engendré des révolutions qui ont bouleversé le destin de nombreux pays à travers les continents.

Après les 70 ans de guerre idéologique entre pays de l'Ouest et de l'Est soldés par la chute du mur de Berlin en 1989, même si les systèmes dits démocratiques ont pris le dessus sur le modèle communiste, les mêmes causes de ce conflit perdurent en raison de l'incapacité des systèmes à éradiquer définitivement la pauvreté et la précarité dans le monde. Parallèlement, d'autres concepts basés sur des principes plus égalitaires et solidaires vont émerger.

Des courants économiques controversés

Déjà dès le milieu du 18^e siècle, des alternatives idéologiques au communisme et au capitalisme vont apparaître notamment chez les adeptes de courants utopiques. En effet, ces

derniers se basaient sur des expériences des tribus africaines et amérindiennes dont les sociétés étaient profondément solidaires. Par la suite, l'économiste français Charles FOURNIER va énoncer un courant qualifié par la suite de socialisme utopique. Sur la base des travaux de ce dernier, l'anglais Thomas Spence lança dans son livre *Agrarian Justice* (1796) l'idée d'une dotation accordée aux citoyens de manière inconditionnelle : le revenu universel. Mais la définition et la mise en œuvre du revenu universel font l'objet de controverse jusqu'à nos jours.

On peut cependant retenir que le revenu universel, encore qualifié de revenu de base, est une allocation mensuelle versée par l'État à chaque citoyen sans aucune restriction. Ce revenu serait en outre cumulable avec les autres revenus y compris ceux issus des aides sociales et du travail. Cependant, des divergences apparaissent sur les modalités de sa mise en œuvre et des bénéficiaires.

Des divergences d'approche sur le revenu universel

Les différences d'appréciation observées sur le revenu universel concernent notamment les conditions d'âge des bénéficiaires, le montant, le mode de financement et les conséquences sur le marché de travail.

Pour ce qui est de l'âge, ceux qui défendent un revenu universel sans conditions dans lequel le citoyen jouit du revenu universel toute sa vie. Les autres par contre souhaitent retenir le critère de l'âge, et préconisent de le limiter une fois le bénéficiaire devenu adulte, ou proposent de moduler le montant de celui-ci selon l'âge du bénéficiaire, les plus jeunes percevant donc les revenus plus faibles.

Sur la question du montant du revenu de base, une partie défend un



faible revenu universel afin d'inciter les gens à avoir une activité rémunératrice et lutter contre l'inactivité. D'autres en revanche souhaitent que le montant du revenu universel soit élevé afin de donner la liberté aux citoyens de choisir une activité salariée ou non. Ces derniers pensent également qu'un montant élevé favoriserait le bénévolat.

Le mode de financement du revenu universel divise également. En effet, d'un côté il y a ceux qui demandent qu'en contrepartie du revenu universel il y ait la suppression des aides sociales, des allocations familiales et des pensions de vieillesse afin de ne pas augmenter les dépenses publiques et la dette des États. De l'autre côté, il faudrait au contraire mettre en œuvre des taxations supplémentaires sur l'impôt sur le revenu, les services en ligne ou sur les transactions financières lors de la vente d'actions en bourse.

Enfin, il y a ceux qui s'inquiètent des conséquences sur le marché de travail et souhaitent donc que le revenu de base remplace le salaire minimum en ce qui concerne les faibles revenus afin d'éviter d'augmenter les charges sociales des entreprises. À l'inverse, d'autres souhaitent que le revenu universel soit cumulé au salaire minimum afin d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés.

Quelques tentatives dans le monde

Malgré toutes controverses que suscitent la mise en œuvre du revenu universel, certains pays et voire quelques villes ont décidé d'emboîter le pas en accordant un revenu universel à leurs citoyens. Cependant, il faut observer que les revenus universels sont versés dans le cadre d'expérimentations qui visent à en étudier les effets socio-économiques sur les populations.

En effet, de 1975 à 1979, la municipalité de Dauphin dans la province du Manitoba au Canada avait versé à 100 000 habitants une allocation fixe en raison de la faiblesse de leurs revenus. Les résultats par la suite vont s'avérer très positifs avec une amélioration dans les domaines de l'éducation et de la santé notamment. Malheureusement, le projet sera abandonné faute de moyens.

Sur le continent européen, la Finlande aura été le premier pays à tenter l'expérience. Entre 2017 et 2018, le gouvernement finlandais avait versé à 2000 chômeurs âgés entre 25 et 58 ans une allocation de 560 euros par mois, sans conditions. La revue britannique « The Scientist » avait publié les analyses réalisées par l'université d'Helsinki qui montraient des résultats satisfaisants notamment sur la santé et le chômage. Là aussi, l'expérience avait tourné court, mais une étude plus prometteuse a lieu sur le continent africain.

Le Kenya fait l'expérience du revenu universel

En Afrique de l'Est, l'ONG américaine Give Directly teste le revenu universel dans la région de Bondo au Kenya. Cette organisation avait décidé de se démarquer des méthodes traditionnelles en matière d'aide humanitaire en reversant directement de l'argent aux bénéficiaires plutôt que de décider à leur place sur la manière de le dépenser. Le projet qui a débuté en janvier 2018 est mené dans des dizaines de localités. Les habitants de 40 villages reçoivent 2 250 shillings par mois pendant douze ans, tandis que ceux de 80 villages touchent la même somme pendant seulement 2 ans.

Dans 76 autres agglomérations, les résidents perçoivent 51 000 shillings en deux tranches espacées de deux

mois. En tout, ce sera environ 20 000 personnes qui participent à cette expérimentation du revenu universel dont l'étude est réalisée par la prestigieuse Massachusetts Institute of Technology (MIT). Les premiers résultats sont spectaculaires avec une amélioration significative du bien-être des populations bénéficiaires en matière d'alimentation, de santé et d'éducation. Il a également été observé une meilleure résistance au Covid-19 chez ces derniers, car le revenu universel était une ressource financière garantie pendant les confinements où la plupart des activités agricoles étaient à l'arrêt.

Une multiplication des expériences dans le monde

En dépit des résultats satisfaisants observés lors des études réalisées sur les effets du revenu universel, leur généralisation n'est malheureusement pas d'actualité. En effet, les gouvernements ne jugent pas pour le moment utile de déployer de telles mesures sur leurs territoires en raison de leur impact négatif potentiel sur leurs finances publiques.

En outre, l'absence d'unanimité parmi les économistes cristallise les points de vue sur cette question. Mais l'accélération des inégalités sociales depuis la survenue de la pandémie de la Covid-19 pousse les États à réfléchir sur des moyens alternatifs de lutte contre la pauvreté et la précarité. Le revenu universel présente de sérieux atouts qui sont d'ailleurs à l'origine de nombreux projets en cours dans le monde (Espagne, Allemagne, Singapour, Alaska, etc.). ●

Jean Paul Augé OLLOMO

**Il n'y a pas de petits gestes lorsque
nous sommes des milliers à le faire**

#j'emengage

Mon pouvoir, c'est ma décision

Conditions d'éligibilité



Nationalité

Etre de nationalité Gabonaise, avoir la majorité légale et vivre sur Libreville.



Situation Economique

Gabonais économiquement faible (GEF)



Caractère

Etre ambitieux et avoir le goût du challenge.



Délai d'inscription

du 11 Juin au 18 Juin 2021 à l'ANPI GABON.



Un kiosque une famille



INVEST IN GABON
AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS